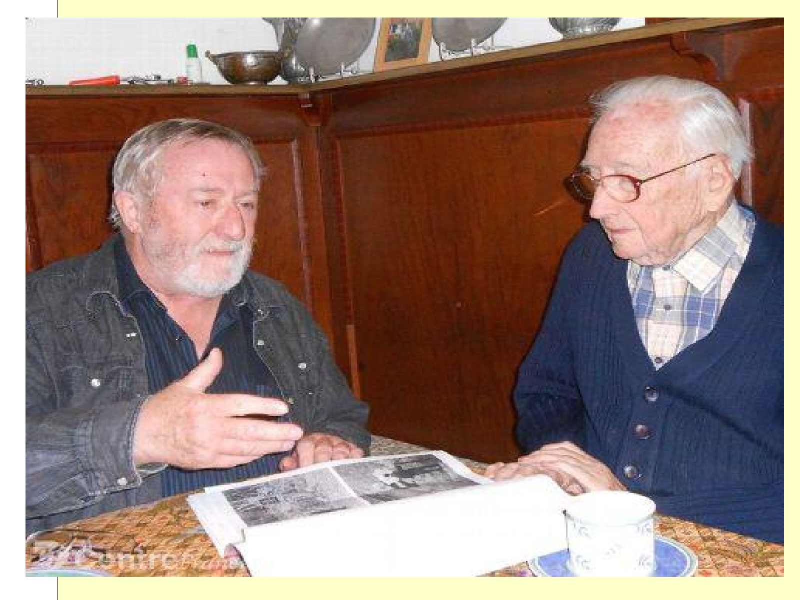

Tulle
Dr.Schmidt
hat bezeugt . . .

Dr. Schmidt hat bezeugt . . .

Der Einstieg . . . ein Artikel in **LA MONTAGNE**

Heinz Schmidt, âgé aujourd'hui de 100 ans, fut de ceux qui agirent pour sauver des Tullistes 17/08/2015



A la Libération, Heinz Schmidt (à droite), ici avec Bruno Kartheuser, avait reçu le privilège de pouvoir habiter à Tulle, rue du 4 septembre. - photo B.R.

Vendredi, il a fêté ses 100 ans. Le docteur Heinz Schmidt fut le médecin de la garnison allemande qui occupa Tulle. Il eut un rôle positif que même les Résistants ont reconnu.Heinz Schmidt vient de fêter ses 100 ans à Mayence. Il fut le médecin de garnison du 95 e régiment de sécurité qui occupa Tulle de mai 1944 à sa reddition d'août 1944. Il fut ensuite affecté comme médecin au camp des prisonniers allemands de La Trémouille.

L'historien Bruno Kartheuser rappelle que « grâce aux témoignages de plusieurs résistants sur son rôle humain durant son séjour à Tulle, notamment vis-à-vis de la Résistance, il fut autorisé à rentrer dans son pays dès mai 1946. »

1 - 9 juin 1944 : les SS préparent les représailles. Le Dr Schmidt raconte : « parce qu'on voulait avoir une justification présentable d'une certaine manière au niveau international pour les mesures de représailles, je fus cité en ma qualité de médecin de la place auprès du médecin principal de la division Das Reich. Il me demanda si j'avais constaté des mutilations sur les cadavres de nos soldats tombés la veille. Contrairement aux affirmations disant que cela avait été le cas, j'ai déclaré énergiquement que je n'avais pas constaté de mutilations sur les 60 morts que j'avais vus. Il y avait eu en tout 70 morts. J'ai déclaré devant le médecin de division que pour emmener les blessés à l'hôpital, des séminaristes catholiques étaient venus en aide, et à un moment où les maquis étaient encore les maîtres de Tulle. Ces déclarations contribuèrent à réduire le nombre des otages qui devaient être pendus de 250 à 100. Après, il n'était plus possible de protester parce que le commandement était passé au commandant de division, le général Lammerding. »

2 - Schmidt protège les maquisards à l'hôpital. Selon Bruno Kartheuser, les Allemands, y compris les SS, savaient qu'il y avait des blessés du maquis à l'hôpital et ils connaissaient même leur nombre exact. Voici le témoignage du Dr Schmidt à ce sujet :
« On me demanda, le 9 juin, le nombre, les noms et adresses des maquisards blessés à l'hôpital pour les exécuter et appliquer les sanctions habituelles contre leurs familles. Après avoir vu le directeur de l'hôpital et lui avoir donné ma parole d'honneur qu'il n'arriverait rien à ces blessés, je fis savoir au médecin-chef de la division SS Das Reich qu'il s'agissait de 36 maquisards blessés. En même temps, je déclarai de manière solennelle et catégorique qu'en tant que médecin-chef de la garnison, je ne tolérerais d'aucune manière que les SS pénètrent dans l'hôpital pour se venger des maquisards blessés qui s'étaient conduits d'une manière aussi irréprochable à l'encontre de mes blessés de la veille […] Le médecin-chef SS ne vit rien à opposer à cela et interdit à ses hommes l'entrée de l'hôpital de sorte que les blessés y sont restés sans être inquiétés. »

3 - Les terribles tris. L'historien explique que le Dr Schmidt est mentionné à plusieurs reprises dans les notes concernant les 20 et 21 juin. « Le tri entrepris à la MAT fut suivi par un examen médical pour vérifier l'aptitude au travail, examen qui fut fait par des médecins français et contrôlé par le Dr Schmidt. Lors de ce tri, les hommes du SD, et notamment Walter Schmald, exerçaient le contrôle et se montraient méfiants et intraitables de sorte que des entretiens particuliers et des discussions n'étaient pas possibles. Les personnes retenues à la MAT furent amenées ensuite au Palais de Justice et soumises à nouveau à une visite médicale. »
Le Dr Pouget, médecin de la MAT, l'a confirmé à Bruno Kartheuser : « lors des arrestations à la Manufacture d'armes, j'effectuais un triage des malades. Environ 300 furent mis de côté sur la demande des autorités allemandes. La contre-visite fut passée par le médecin-lieutenant Schmidt, tous furent reconnus inaptes. Il en fut de même au Palais de justice, où les SD avaient arrêté 150 jeunes gens. Le Dr Schmidt réussit à en mettre la moitié d'inaptes, les 60 qui restaient étaient maintenus par la Gestapo. »

Raymond Laurent, de Tulle, se trouvait parmi les otages au Palais de justice. En 1999, il écrivit une lettre au Dr Schmidt dans laquelle il lui rappelle cette journée de juin 1944 : « J'ai été emmené après plusieurs tris au tribunal, avec une centaine d'autres personnes. J'avais 17 ans à cette époque-là. Nous avons été gardés trois jours de plus dans ce local et nous avons été classés soit pour partir (destination inconnue), soit pour être relâchés, soit pour être ajournés.»
« Je ne tolérerais en aucune manière que les SS pénètrent dans l'hôpital… »
» C'est pendant ces trois jours-là que j'ai pu faire intervenir mon père qui avait été requis pour inhumer les corps des soldats allemands tués au cimetière de Tulle et qui m'avait parlé de vous, en tant qu'assistant à ces inhumations. Après plusieurs démarches auprès des autorités françaises de l'époque pour me faire libérer, celles-ci étant restées vaines et sans réponse, j'ai eu l'idée, lors de la visite au tribunal, de vous faire voir sa photo d'identité. Après avoir changé de file en catimini, car vous étiez deux personnes à examiner les dossiers, j'ai réussi à vous montrer cette photo dans le creux de ma main et, à cet instant, vous m'avez conseillé de la cacher. C'est à ce moment-là que vous avez pris la feuille qui mentionnait un numéro et vous avez changé celui-ci, ce qui m'a permis de sortir le soir même du tribunal et en même temps d'éviter le départ à Graz en Autriche, où ont été déportés les collègues restants. »

Eléments tirés des livres de Bruno Kartheuser, tomes 3 et 4, Les pendaisons de Tulle et Crime sans châtiment, édition Krautgarten.

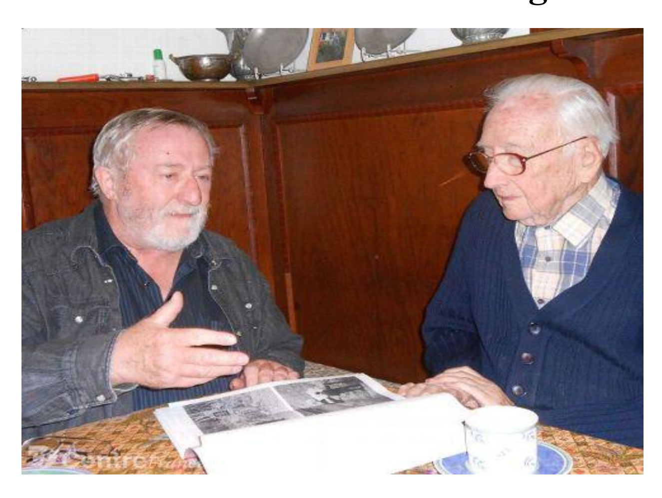
Jean-Louis Mercier

. . . und nun auf Deutsch:

LA MONTAGNE Veröffentlicht am 17/08/2015

(Deutsche Übersetzung und Hervorhebungen: E.L.

Heinz Schmidt, heute 100 Jahre alt, war unter jenen, die zur Rettung von Einwohnern Tulles beitrugen



Heinz Schmidt (rechts), hier mit Bruno Kartheuser, erhielt zum Zeitpunkt der Befreiung das Privileg in Tulle, rue du 4 septembre, zu wohnen. Photo B.R.

Am Freitag hat er seine 100 Jahre gefeiert. Doktor Heinz Schmidt war der Arzt der deutschen Garnison, die Tulle besetzte. Er spielte eine positive Rolle, die sogar die Widerstandskämpfer anerkannt haben.

Heinz Schmidt feierte soeben seinen 100. Geburtstag in Mainz. Er war der Mediziner der Garnison des 95. Sicherungsregiments, das Tulle vom Mai 1944 bis zu seiner Kapitulation im August 1944 besetzt hielt. Er wurde dann als Arzt in das deutsche Gefangenenlager *La Trémouille* abkommandiert.

Der Historiker Bruno Kartheuser erinnert daran, daß *„Dank der Aussagen mehrerer Widerstandskämpfer über seine humanitäre Rolle während seiner Zeit in Tulle, namentlich gegenüber der Résistance, ihm erlaubt wurde, ab Mai 1946 in sein Heimatland zurückzukehren."*

1 - 9. Juni 1944: die SS bereiten die Repressalien vor. Dr. Schmidt erzählt: *„Weil man eine vorzeigbare Rechtfertigung bestimmter Art auf internationalem Niveau für die Repressalmaßnahmen haben wollte, wurde ich in meiner Eigenschaft als Arzt im Ort zum obersten Arzt der Division ‚Das Reich' einbestellt. Er fragte mich, ob ich Verstümmelungen an den Leichen unserer am Vortage gefallen Soldaten festgestellt hätte. Im Gegensatz zu den Versicherungen, daß dies der Fall gewesen wäre, erklärte ich nachdrücklich, daß ich an den 60 Toten, die ich gesehen hatte, keine Verstümmelungen festgestellt hätte. Es hatte insgesamt 70 Tote gegeben. Ich habe gegenüber dem Arzt der Division erklärt, daß katholische Seminaristen zu Hilfe gekommen wären, um die Verletzten ins Hospital zu bringen, das zu einem Zeitpunkt, als die Maquis noch die Herren der Stadt waren. Diese Erklärungen trugen dazu bei, die Zahl der Geiseln, die erhängt werden sollten, von 250 auf 100 zu verringern. Danach war es nicht mehr möglich zu protestieren, weil das Kommando auf den Kommandeur der Division, den General Lammerding, übergegangen war."*

2 - Schmidt schützt die Maquisards im Hospital. Nach Bruno Kartheuser wußten die Deutschen, einschließlich der SS, daß es verwundete Maquisards im Hospital gab und sie kannten sogar ihre genaue Anzahl. Hier die Zeugenaussage Dr. Schmidts dazu:

„Man fragte mich am 9. Juni nach der Zahl den Namen und Adressen der verwundeten Maquisards im Hospital, um sie zu exekutieren und die üblichen Sanktionen gegen ihre Familien zu ergreifen. Nachdem ich den Direktor des Hospitals getroffen und ihm mein Ehrenwort gegeben hatte, daß den Verwundeten nichts geschehen würde, ließ ich den Chefarzt der SS-Division Das Reich wissen, es handele sich um 36 verwundete Maquisards. Gleichzeitig erklärte ich feierlich und kategorisch, daß ich als Chefarzt der Garnison in keiner Weise gestatten würde, daß die SS in das Hospital eindränge, um sich an den verwundeten Maquisards zu rächen, die sich in derselben untadeligen Weise gegenüber meinen Verwundeten des Vortages verhalten hätten. […] *Der Chefarzt der SS konnte dem nichts entgegnen und untersagte seinen Männern den Zutritt zum Hospital, so daß die Verwundeten dort verblieben, ohne belästigt zu werden."*

3 - Die erschreckenden Auswahlvorgänge. Der Historiker erläutert, daß Dr. Schmidt mehrfach in Berichten, den 20. und 21. Juni betreffend, erwähnt wird.

„Der in der MAT vorgenommenen Auswahl folgte eine medizinische Untersuchung zur Feststellung der Arbeitsfähigkeit, eine Untersuchung, die von französischen Ärzten vorgenommen und von Dr. Schmidt kontrolliert wurde. Bei dieser Auswahl übten die Männer des SD, besonders Walter Schmald, die Kontrolle aus, zeigten sich mißtrauisch und unerbittlich in der Weise, daß keinerlei einzelne Gespräche und Diskussionen möglich waren. Die in der MAT zurückbehaltenen Personen wurden im Anschluß zum Justizgebäude geführt und einer erneuten medizinischen Visite unterzogen."

Dr. Pouget, der Arzt der MAT, hat Bruno Kartheuser bestätigt: *„Bei den Festnahmen in der Waffenfabrik nahm ich eine Auswahl der Kranken vor. Ungefähr 300 wurden auf Anordnung der deutschen Autoritäten beiseitegestellt. Die Nachuntersuchung wurde vom Leutnant-Arzt Schmidt vorgenommen, alle wurden als untauglich anerkannt. So war es auch im Justizgebäude, wo der SD 150 junge Leute festgesetzt hatte. Dr. Schmidt gelang es, die Hälfte davon für untauglich zu befinden, die übrigen 60 wurden von der Gestapo behalten."*

Raymond Laurent aus Tulle war unter den Geiseln im Justizgebäude. Im Jahre 1999 schrieb er einen Brief an Dr. Schmidt, in dem er diesen an jenen Tag im Juni 1944 erinnert: *„Ich war nach mehreren Auswahlen mit etwa hundert anderen Personen zum Justizgebäude gebracht worden. Ich war zu jener Zeit 17 Jahre alt. Wir wurden mehr als drei Tage in diesem Gebäude bewacht und wurden eingeteilt entweder zum Abtransport (mit unbekanntem Ziel), um freigelassen oder um zurückgestellt zu werden."*

„Ich erlaube auf keinen Fall, daß die SS in das Hospital eindringen..."

„Während jener drei Tage konnte ich meinen Vater intervenieren lassen, der dienstverpflichtet worden war, um die Leichen der getöteten Deutschen auf dem Friedhof von Tulle zu begraben und der zu mir auch von Ihnen gesprochen hat, der Sie bei den Begräbnissen anwesend waren. Nach mehreren Vorsprachen bei den damaligen französischen Behörden, um mich freizulassen, die vergeblich und ohne Antwort blieben, hatte ich anläßlich eines Besuchs bei Gericht den Einfall, Sie sein Ausweisfoto sehen zu lassen. Nachdem ich unbemerkt die Reihe gewechselt hatte, weil Sie zu zweit die Anträge prüften, gelang es mir, Ihnen dieses Foto in der Hand verborgen zu zeigen, und da haben Sie mir geraten es zu verstecken. In diesem Moment nahmen Sie das Blatt mit einer Nummer und Sie änderten diese, was mir gestattete, am selben Abend das Gerichtsgebäude zu verlassen und gleichzeitig die Abschiebung nach Graz in Österreich zu vermeiden, wohin die verbleibenden Kameraden deportiert wurden."

Auszüge aus den Büchern von Bruno Kartheuser, Bände 3 und 4, ‚*Die Erhängungen von Tulle, ein ungesühntes Verbrechen*', Edition Krautgarten.

Jean-Louis Mercier

Zunächst verstreute Informationen...

. . . einmal von seiten eines „Revisionisten". Dem Buch ‚*Wo ist Kain*' von Herbert Taege[1] wurden die folgenden Aussagen entnommen, die einige Besonderheiten der damaligen Umstände in Tulle beleuchten und damit auch die Rolle von **Dr. Heinz Schmidt** in einem etwas anderen Licht erscheinen lassen könnten.

Natürlich kann sich Dr. Schmidt nicht mehr gegen Vorwürfe verteidigen oder zu diesen erläuternd Auskunft geben. Es dürfte hingegen nicht ohne Bedeutung sein, daß er damals in enger, anscheinend fast freundschaftlicher Verbindung zu einem Arzt des Hospitals in Tulle, Dr. Toty, einem Mitglied der kommunistischen Widerstandsbewegung, gestanden haben soll und mit diesem eine Vereinbarung geschlossen hatte - sicherlich zum Wohle verwundeter Soldaten seiner Einheit. Auch dem obigen Artikel und der Tatsache, daß **Bruno Kartheuser** darin erscheint, ist wohl mit einiger Sicherheit zu entnehmen, daß sich Dr. Schmidt seinerzeit keineswegs ausschließlich der ‚deutschen Sache' verpflichtet fühlte. Er wird dafür gute Gründe gehabt haben. Auch könnte man annehmen, daß er seine relativ frühe Entlassung aus französischer Gefangenschaft seiner ‚konzilianten Haltung' verdankte. Teile der folgenden Aussagen bieten dafür mindestens Anhaltspunkte.

Zu den Verhältnissen in Tulle zitiert Herbert Taege aus einem Protokoll, das eine Besprechung zwischen Pfarrer **Klaus Schneider** und dem ehemaligen Ordonnanzoffizier beim Ic der Division, **Dr. Wache**, am 24.3.1949 in Düsseldorf-Knechtsteden festhält (Taege, S.112, Hervorhebungen: EL):

> ***„Jedoch war Schneider im Gefangenen-Lager mit einem Feldwebel der in Tulle stationierten Einheit (nach Schneiders Ansicht war es das Sich.Rgt. 96) beisammen, der ihm folgendes berichtete:***
> ***Der Kommandeur des Bataillons in Tulle*** [Hauptmann Dr.Reichmann, E.L.] ***, stand mit dem Maquis selbst in Verbindung. Z. B. hatte er an der Hochzeitsfeier des örtlichen Maquiskommandeurs teilgenommen. Mit ihm waren auch noch einige Offiziere des Bataillons im Einverständnis. Der deutsche Kommandeur hatte nun mit dem Maquisführer ver-***

1 Herbert Taege ‚***Wo ist Kain***', Askania-Verlag, Lindhorst 1981.

einbart, daß sich die deutsche Truppe ohne Widerstand ergeben werde. Dafür würden die Offiziere dann als Gefangene auf ein Chateau gebracht, bestens versorgt und nach kurzer Haft nach Deutschland entlassen werden.
***So waren vom Bataillonskommandeur nicht nur keine Verteidigungsmaßnahmen getroffen worden, sondern bewußt schwere Waffen etc. weggeschafft worden.** Die Männer sind einfach im Schlaf überfallen worden.*
*Der Fw. berichtete, daß, wenn sie nur eine Ahnung davon gehabt hätten, sie auch nur mit ihren Handwaffen mit den Maquis spielend fertig geworden wären. **Die Maquis haben sich jedoch nicht an die Vereinbarung gehalten und die Männer zum größten Teil abgeschlachtet.***
*Auch die Offiziere kamen später in französische Gefangenschaft. Schneider erzählt nun, daß sich ein Offizier bei ihm selbst **unter Berufung aus das seinerzeitige Abkommen mit den Maquis** beworben hätte, er, Schneider, möchte doch sich dafür einsetzen, d**aß er unter Hinweis aus dies ‚Verdienst' früher in die Heimat entlassen werde!** Schneider hat dies natürlich abgelehnt."*

Hier wird ganz offen über **Verrat** gesprochen. Ob es sich bei all dem nur um Gerüchte, um in Gerüchten verzerrt auftretende Teilwahrheiten oder um die ‚reine Wahrheit' handelt, kann hier nicht festgestellt werden. Man müßte auch wissen, um welche Widerstandsorganisation es sich gehandelt hat, von der hier die Rede ist. Wenig wahrscheinlich scheint eine derartige Verbindung zur kommunistischen FTPF, obwohl man dies daraus entnehmen könnte, daß „der Maquis" sich nicht an die Vereinbarung gehalten habe, womit allein die Kräfte der FTPF gemeint sein können, die den Angriff auf die Stadt ausführten. Gewisse **Zweifel** an dieser Schilderung sind aber **auf jeden Fall angebracht**.

Nun zu dem, was **Dr. Heinz Schmidt direkt** betrifft, der strittige Komplex der „verstümmelten Leichen". Der damalige Angehörige der 8. Kompanie des Sicherungsregiments 95, **Fritz Helm**, der die Vorgänge in Tulle überlebte, schrieb in einem Brief an seinen Verteidiger Dr. Walzy-Mink am 20.7.1950 (Taege, S.117, Hervorhebung.: EL):

„Sämtliche Leichen wiesen mehrere Schüsse auf. Dr. Schmitt** [recte: Schmidt] **sammelte in Gefangenschaft Unterschriften über die verstümmelten Leichen (September 1944 le Bourgade). Drei Jahre später hat der Mann geäußert, von seiten der Banditen sei ehrlich und anständig gekämpft worden. So auch, daß die SS schon Stricke mitgeführt hätte, um die Leute aufzuhängen."

Sollte diese Schilderung die Wahrheit darstellen, so hätte Dr. Schmidt sich seine frühe Entlassung durch die weiter oben im Artikel geschilderten ‚mutigen Auftritte' sowie mit dem Verschweigen seiner tatsächlichen damaligen Wahrnehmungen erkauft. Helm sagte nichts darüber, welches Ziel Dr. Schmidt mit seinen Befragungen verfolgte.[2]

Jedenfalls gilt für Bruno Kartheuser Dr. Schmidt als mutige Lichtgestalt, der trotz aller menschenverachtenden Handlungen sowohl seitens der Besatzungssoldaten, als vor allem auch der SS, seinen edelmütigen Beitrag für die richtige Sache & Seite geleistet hat. Wenn allerdings in Teilen das Gegenteil wahr wäre, so darf man vielleicht annehmen, daß Dr. Schmidt letztlich von dieser seiner Gloriole irgendwann selbst tief überzeugt war. Bevor hierauf näher eingegangen wird, noch ein Textblock aus Kartheusers „Tulle", Band 3 (S.489) mit zwei Abbildungen:



Links u. unten: Dr. Heinz Schmidts Soldbuch, Vergrößerung des Porträts und Kartheusers Text dazu.

Das Soldbuch des Dr. Heinz Schmidt, Garnisonsarzt des III.Btl. des 95.Sich.Rgts. Dr. Schmidt hatte eine einverständliche diskrete Regelung mit Dr. Toty, dem Arzt der FTP, zur Pflege der Verwundeten. Er rettete durch sein Eintreten am 9. Juni die 36 verletzten Maquisards im Hospital von Tulle vor dem Zugriff der SS und des SD und erreichte durch sein Zeugnis über den Hergang des 8. Juni die Verringerung der Zahl der zu Erhängenden.



Rechts: Dr. Heinz Schmidt. Foto ohne weitere Angaben auf der selben Seite bei Kartheuser.

Dr. Schmidts Erzählungen . . .

Zu den bereits mitgeführten Stricken findet sich in Bruno Kartheusers Buch eine Aussage von Dr. Schmidt.[3] Dort stellt er die Angelegenheit folgendermaßen dar:

***„Die Erhängungen wurden durch SS-Leute durchgeführt, die, wie ich mit Entsetzen feststellen konnte, 2 Meter lange Stricke aus ihren Wagen holten, nachdem der Nachrichtenoffizier der Division, ein junger Offizier, dessen Namen ich nie gekannt habe, angekündigt hatte, was jetzt geschehen solle. Die Stricke, die sie aus ihren Wagen holten, waren bereits zu diesem Zweck vorbereitet. Ich schloss daraus, dass es nicht das erst Mal sei, dass sie Erhängungen durchführten, und dass dieses traurige Handwerk von ihnen gut gekonnt war."* [...]**

Dr. Schmidts Schilderung legt nahe, daß er unmittelbarer Zeuge des Beginns der Erhängungen gewesen ist. Wieso er sich dort befand, geht daraus nicht hervor. Die wenigen weiteren, hier nicht mehr zitierten Sätze enthalten dazu ebenfalls keinen Hinweis. Erwähnt wird der Priester **Jean Espinasse**, der Absolutionen erteilt, und eine Krankenschwester des Roten Kreuzes, die ***„während des ganzen Vorgangs"*** betete. Weitere Zivilisten seien ihm nicht aufgefallen. Die gern kolportierte Episode der in einem Café gegenüber sitzenden SS-Leute und der Sekretärin der Waffenfabrik, **Paula Geissler**, die bei Grammophonmusik, Getränkegenuß und gelegentlichem lautem Lachen den Erhängungen zugeschaut hätten, ist Dr. Schmidt entgangen. Unter Vorbehalt darf wohl gesagt werden, daß Dr. Schmidt an jenem Ort kaum aufgrund seiner Funktion als Arzt benötigt wurde.

---

2 Die Feststellung mehrerer Schußwunden bei sämtlichen Leichen ist für sich genommen zweifellos **kein** Beweis für Leichenschändungen, sondern allenfalls für heftigen Beschuß seitens der Maquisards. Ob Dr. Schmidts Befragungen das Ziel hatten, handfeste Aussagen für Verstümmelungen zu sammeln, oder er die gegenteilige Absicht verfolgte und herausfinden wollte, daß keiner konkret dazu aussagen konnte, muß offen bleiben.

3 Kartheuser ‚***Tulle...***" Bd.3, S.448. Entnommen aus einem Aktenband bei der Zentralstelle in Ludwigsburg mit der Quellenangabe ‚***AR 1755/61 Lammerding-Kahn, Bd.III, Bl.387ff.***' Ein Datum ist nicht angegeben. Gewisse ungelenke Formulierungen deuten vielleicht auf eine Übersetzung eines deutschen Originals ins Französische hin, das dann wieder rückübersetzt wurde.

Die Stricke, die ***„aus ihren Wagen"*** geholt wurden, hat er **sehr deutlich** erkannt und begutachtet; so etwa, daß sie bereits zweckgemäß vorbereitet waren, also schon geknüpfte Schlingen aufwiesen und zwei Meter lang waren. Sie sind ihm Anlaß, Entsetzen zu empfinden sowie weitergehende Vermutungen zu äußern. Den Namen des ***„Nachrichtenoffiziers der Division"*** hat er ***„nie gekannt"***. Das wird stimmen, bestätigt gleichwohl, daß in der Tat Hauptsturmführer **Kowatsch** die Erhängungen leitete, dem man allerdings weder aus der Nähe, noch gar aus der Ferne hätte ansehen können, daß er der ***„Nachrichtenoffizier"***, also Ic der Division war. Dr. Schmidt muß dies später erfahren oder sich noch vor Ort danach erkundigt haben. Woher der Soldat Fritz Helm erfahren hat, daß sich Dr. Schmidt in dieser Weise zu den Stricken geäußert hatte, ist nicht klar. Im Zusammenhang deutet Helms Formulierung aber darauf hin, daß er Dr. Schmidts Vermutungen zu den Stricken für haltlos hielt und ihm diese Äußerungen zur weiteren Charakterisierung des Arztes dienten, die er in seinem oben zitierten Brief in recht eindeutiger Tendenz zum Ausdruck gebracht hatte.

In unmittelbaren Zusammenhang kann ein Teil der Aussage von Dr. Schmidt zitiert werden, die er am 4.12.1946, noch in französischer Gefangenschaft, machte. Bruno Kartheuser hat sie dankenswerterweise in seinem genannten Buch veröffentlicht und auch selbst eine kurze Anmerkung dazu geliefert. Dr. Schmidt sagt dort:

„Um die militärische Macht Deutschlands, die in Wirklichkeit in diesem Moment nicht mehr existierte, zu demonstrieren, fasste der Divisionskommandeur den kriminellen Entschluß, 250 Geiseln zu erhängen, das heißt, es sollte dadurch der Zivilbevölkerung Angst gemacht werden, und zugleich solllte sie dafür bestraft werden, dass sie die Besetzung der Stadt durch den Maquis nicht verhindert hatte. Der Kommandeur dieser Division war General Lammerding. Mir sind weder der Name des Adjutanten von General Lammerding noch der Name anderer Chefs in dieser Division bekannt, weil der Generalstab dieser Division nur einige Stunden in Tulle blieb, von wo sie über Oradour und Limoges an die Front in der Normandie in Marsch gesetzt wurden."

Hiernach fügt Bruno Kartheuser ein:

„Seine Aussage greift aber weiter, indem sie ein nicht unwesentliches Diskussionselement bei der Entscheidungsfindung anführt, nämlich die Frage der behaupteten Verstümmelungen von deutschen Leichen. Diesbezüglich hatte Dr. Schmidt eine zentrale Funktion.[4] Er berichtete:

„Weil man eine gewisse international anerkennbare Rechtfertigung für die Strafmaßnahmen haben wollte, wurde ich in meiner Eigenschaft als Standortarzt zum Chefarzt der Division Das Reich gerufen., der mich fragte ob ich Verstümmelungen an den Leichen unserer am Vorbabend gefallenen Soldaten festgestellt habe. Obwohl behauptet wurde, dass dies der Fall gewesen sei, habe ich ernergisch erklärt, dass ich an den 60 Toten, die ich gesehen hatte, keine Vestümmelungen festgestellt hätte. Es hatte insgesamt 70 Tote gegeben. Ich habe dem Divisionsarzt weiterhin erklärt, dass beim Abtransport der Verwundeten zum Krankenhaus katholische Seminaristen zu Hilfe kamen, und das zu einem Zeitpunkt, als die Maquis noch Herren von Tulle waren. Diese meine Vorstellungen trugen auch dazu bei, die Zahl von 250 Geiseln, die gehängt werden sollten, auf 120 zu reduzieren. Es war dann nicht mehr möglich, neuerlichen Protest zu erheben, weil das Kommando an den Divisionskommandeur General Lammerding übergegangen war."

Teile dieser Aussage wurden auch im „Geburtstagsartikel" verwendet. Es ist bemerkenswert, daß ein erfahrener Rechercheur wie Kartheuser diese Aussage unkritisch akzeptiert. Es mag damit zusammenhängen, daß der Inhalt genau in seine Absicht der Widerlegung vorgekommener Verstümmelungen paßt. Von deutscher wie von französischer Seite liegen dazu eine Reihe gegenteiliger Aussagen und Angaben vor. Sie finden keine Gnade vor ihm, der sich jeweils daranmacht, z. B. auf die nicht unmittelbare Augenzeugenschaft des Aussagenden hinzuweisen und dies als Beweis dafür zu nehmen, daß es sich allein um ein umlaufendes Gerücht aus zweiter oder dritter Hand, wenn nicht gar um sozusagen „bestellte" Zeugenschaften handelt.

Nun ist es in der Tat **nicht ganz so einfach** mit dem Nachweis dieser Verstümmelungen; aber ebenso **zu einfach**, sie schlicht mit mangelnder Kenntnis auf dem Gebiet von Kriegsverletzungen, nicht vorliegender direkter Augenzeugenschaft oder als Folge des Prinzips der „stillen Post" abzutun. Das soll hier aber nicht weiter ausgeführt werden. Eins nur sei gesagt: Daß jemand nicht stutzig wird, wenn er einige Sätze dieser Aussage des Dr. Schmidt in ihrer vorgestanzten Art und ihrem anklägerischen Charakter liest und in ihnen kein Muster erkennt, das auch in vielfach vorliegenden „Aussagen" deutscher Soldaten bei Verhören zum Zwecke der Erlangung von Belastungsmaterial für geplante Prozesse erkennbar ist, bliebe schwer nachzuvollziehen.

Dr. Schmidt im Zentrum der Ereignisse . . .

Zu Dr. Schmidt ist festzustellen, daß er keinerlei Scheu hatte, sich in dieser Aussage in einen Mittelpunkt zu stellen, der ihm, wenn es damals mit rechten Dingen zugegangen sein sollte, gar nicht zukam. In welcher Glaskugel hatte er z. B. lesen können, daß der General Lammerding ***„den kriminellen Entschluß"*** faßte, ***„250 Geiseln zu erhängen."***? Wieso etwa sollte es der erwähnte ***„Chefarzt der Division"*** **-** Kartheuser fügt in eckigen Klammern den Namen ‚**Dr. Priebe**' ein[5] **-** überhaupt für nötig befunden haben, den Garnisonsarzt Dr. Schmidt über Verstümmelungen zu befragen? Hatte Dr. Priebe nicht selbst hinreichende Kenntnis in derlei Dingen? Wollte er sich etwa seine Arbeit ein wenig erleichtern? Hätte nicht **gerade er**, als der für die folgenschwere Entscheidung der Frage nach Verstümmelungen verantwortliche Arzt, sich **keinesfalls** allein auf die Begutachtung von Dr. Schmidt verlassen dürfen? So gesehen ist **zwingend** davon auszugehen, daß Dr. Priebe selbst die Leichen untersucht hat, möglicherweise zusammen mit einem der anderen Ärzte der Sanitätsabteilung, der verfügbar war. Ob dabei auch noch Dr. Schmidt anwesend war, ist ohne Belang. Dr. Schmidts Aussage legt eher nahe, daß dies nicht der Fall war.

---

4 Kartheusers Überzeugung von der ***„zentralen Funktion"*** des Dr. Schmidt zeigt, wie glaubwürdig er dessen Aussagen einschätzt.

5 Zur Frage, welche Ärzte an jenem Tage in Tulle anwesend waren und in Zeugenschaft dazu aussagten, siehe weiter unten. Dr. Günter Priebe war der Chef der Sanitätsabteilung bzw. Divisionsarzt. Bei Kriegssende geriet er „***in Nordböhmen in russische Gefangenschaft*** […] ***Priebe kam nach 11 Jahren zurück, starb aber bald an schweren, in der Gefangenschaft zugezogenen Leiden."*** (Otto Weidinger, „***Division Das Reich***", Bd.V, S.554). Dr. Priebe ist 1971 in Nellingen verstorben. Soweit bekannt, gibt es von ihm keine Aussagen, die er noch gemacht haben könnte.

Wie überzeugend ist überhaupt die von Dr. Schmidt gegebene Begründung - sollte er sie tatsächlich selbst so formuliert oder gemeint haben -, wenn er sagt, man sei auf ihn zugekommen, weil die SS *„eine gewisse international anerkennbare Rechtfertigung für die Strafmaßnahmen haben wollte...”*, sozusagen ihn als vertrauenswürdigen Zeugen aus der Wehrmacht, damit die SS ihr schon von vornherein geplantes und bald auch schon vollendetes Verbrechen durch die Erklärung der in fairem Kampf getöteten, vor der Schule liegenden deutschen Soldaten zu verstümmelten Opfern einer völkerrechtswidrigen Kampfesweise der Maquisards zu erklären und dies mit dem Gütesiegel des Garnisonsarztes Dr. Schmidt zu versehen? Doch Dr. Schmidt spielte da nicht mit, wie er verkündet! Er versteigt sich dafür lieber noch zu der irrwitzigen Behauptung, sein Bestreiten der Verstümmelungen habe zur Folge gehabt, die anfänglich vorgesehene ***„Zahl von 250 Geiseln, die gehängt werden sollten, auf 120 zu reduzieren.”*** Wenn hier nicht ein Fall milder *Pseudologia fantastica* vorliegt, so müßte Dr. Schmidt über ganz außerordentliche und bislang unbekannt gebliebene Möglichkeiten verfügt haben, um die Offiziere des Stabes herunterzuhandeln.

Von besonderem Interesse wäre zu erfahren, wie der „Mechanismus” aussah, der bei der Festsetzung der Zahl der zu Erhängenden wirksam wurde und in den Dr. Schmidt mit seinem Zeugnis und seinem „mutigen Eintreten” eingegriffen haben will. Wie wir **allein von ihm** wissen, hatte **Lammerding** beschlossen 250 Geiseln erhängen zu lassen. Danach scheint der General erst einmal verschwunden zu sein. Diesen günstigen Umstand kann Dr. Schmidt mit seinem beherzten Auftreten vor dem Divisionsarzt nutzen, um - ja wen nur? - zu veranlassen, die vom General festgesetzte Zahl um etwas mehr als die Hälfte zu reduzieren.[6] **Dr. Priebe** kann diese Änderung **nicht** veranlaßt haben. Der Ia **Albert Stückler** vielleicht, als Vertreter des Divisionskommandeurs? Schon eher. Oder vielleicht der schließlich die Erhängungen kommandierende ***„Nachrichtenoffizier”***, der Ic **Aurel Kowatsch**? Könnte auch Divisionsrichter **Detlef Okrent** eine Rolle gespielt haben? Doch egal wie oder wer: Dr. Schmidt hatte es geschafft! Schade nur, daß er nicht noch weiter protestieren und argumentieren konnte, denn möglicherweise wäre so zuletzt kein einziger Einwohner von Tulle gehängt worden. Warum dies nicht gelang, weiß Dr. Schmidt natürlich auch, wie wir bereits lesen konnten: ***„Es war dann nicht mehr möglich, neuerlichen Protest zu erheben, weil das Kommando an den Divisionskommandeur General Lammerding übergegangen war.”*** Dieser kryptische Satz könnte zu erneutem Nachdenken anregen, aber es wären unnötige Überlegungen. Denn es gibt **außer Dr. Schmidt niemanden**, der je von der Zahl 250 gesprochen hätte. Daher entfällt auch die Notwendigkeit, jenen zu suchen, der sie auf 120 hätte reduzieren können oder reduziert hat - und damit auch die Basis für Dr. Schmidts behauptete Einflußnahme.

Citoyens de Tulle !

Quarante soldats allemands ont été assassinés de la façon la plus abominable par les bandes communistes. La population paisible a subi la terreur. Les autorités militaires ne désirent que l'ordre et la tranquillité. La population loyale de la ville le désire également. La façon affreuse et lâche avec laquelle les soldats allemands ont été tués, prouve que les éléments du communisme destructeur sont à l'œuvre. Il est fort regrettable qu'il y ait eu aussi des agents de police ou des gendarmes français qui, en abandonnant leur poste, n'ont pas suivi la consigne donnée et ont fait cause commune avec les communistes.

Pour les maquis et ceux qui les aident, il n'y a qu'une peine, le supplice de la pendaison. Ils ne connaissent pas le combat ouvert, ils n'ont pas le sentiment de l'honneur. **40** soldats allemands ont été assassinés par le maquis. **120** maquis ou leurs complices seront pendus. Leurs corps seront jetés dans le fleuve.

A l'avenir, pour chaque soldat allemand qui sera blessé, trois maquis seront pendus ; pour chaque soldat allemand qui sera assassiné, dix maquis ou un nombre égal de leurs complices seront pendus également.

J'exige la collaboration loyale de la population civile pour combattre efficacement l'ennemi commun, les bandes communistes.

Tulle, le 9 Juin 1944.

Le Général
commandant les Troupes allemandes.

Rechts: Das Original eines der in der Stadt ausgehängten Plakate: ***„40 deutsche Soldaten wurden vom Maquis ermordet. 120 Maquisards oder ihre Komplizen werden erhängt. Ihre Leichen werden in den Fluß geworfen.”***
Verstümmelungen als Grund werden hier **nicht direkt** genannt. sondern könnten mit den Worten ***„in der abscheulichsten Form ermordet”*** umschrieben worden sein.

Einer der Streitpunkte ist, ob sich hinter der Formel ***„Le Général commandant les Troupes allemands”*** General Lammerding verbirgt. Er selbst bestritt, für den Text verantwortlich gewesen zu sein und meinte, wenn er diesen herausgegeben hätte, hätte er ihn auch mit seinem Namen gezeichnet.
Jedenfalls steht hier die Zahl **120**. Tatsächlich wurden dann 99 Erhängungen vorgenommen. Auch zu dieser Reduzierung gibt es Spekulationen, u.a. jene, daß der SS die Stricke ausgegangen seien.

Nebenbemerkung zur Zahl 250

Diese, nach vorliegender Kenntnis, allein von Dr. Schmidt genannte Zahl ist im Sinne der „Formel”, die dabei Anwendung findet, ausgesprochen ungewöhnlich. Es ging bei solchen Festlegungen um einfache Verhältnisse, z.B. für einen getöteten Deutschen sollten drei Franzosen ihr Leben lassen.

Dr. Schmidt kannte die Zahl der deutschen Opfer, er nennt sie selbst: **60** hatte er gesehen, **70** seien es insgesamt gewesen. Folglich hätten sich bei 1:2 die Zahlen 120/140, bei 1:3 180/ 210 ergeben.

Die Zahl 250 konnte sich bei dieser Rechnung auf der Grundlage von 60 oder 70 nicht ergeben, sondern allein bei 25=1:10, 50= 1:5, 125/1:2 oder 250=1:1.
Wie also „General Lammerding” - oder eher Dr. Schmidt - auf die Zahl 250 kommen konnte, bleibt ein Rätsel.



Rechts: Brigadeführer Heinz Lammerding 1944 in Frankreich. War er der omninöse *„**die deutschen Truppen befehligende General**”*, wie die wörtliche Übersetzung lauten könnte´?

6 Das ist dann die Zahl, die auch auf dem bekannten gedruckten Anschlag erscheint, der die Einwohner von Tulle über die Repressalmaßnahme und deren Gründe in Kenntnis setzen sollte. (Siehe oben Faksimile des Anschlags.)

„Ich erlaube auf keinen Fall, daß die SS in das Hospital eindringen..."

Diese machtvolle Souveränitätsbekundung des Vertreters des hypokratischen Eides konnte man schon oben im zitierten Artikel zu Dr. Schmidts 100. Geburtstag lesen. Dr. Schmidts eigene Darstellung soll gleich nochmals zitiert werden. Es ist der **9. Juni 1944**, die SS-Einheit hat die Stadt wieder vollkommen im Griff. Im Hospital liegen sowohl deutsche Verwundete wie auch verwundete Kämpfer des Maquis. Dann erscheint, wie Dr. Schmidt berichtet, der oder ein SS-Arzt mit Gefolge . . .

„Man fragte mich am 9. Juni nach der Zahl, den Namen und Adressen der verwundeten Maquisards im Hospital, um sie zu exekutieren und die üblichen Sanktionen gegen ihre Familien zu ergreifen. Nachdem ich den Direktor des Hospitals getroffen und ihm mein Ehrenwort gegeben hatte, daß den Verwundeten nichts geschehen würde, ließ ich den Chefarzt der SS-Division Das Reich wissen, es handele sich um 36 verwundete Maquisards. Gleichzeitig erklärte ich feierlich und kategorisch, daß ich als Chefarzt der Garnison in keiner Weise gestatten würde, daß die SS in das Hospital eindränge, um sich an den verwundeten Maquisards zu rächen, die sich in derselben untadeligen Weise gegenüber meinen Verwundeten des Vortages verhalten hätten. […] ***Der Chefarzt der SS konnte dem nichts entgegnen und untersagte seinen Männern den Zutritt zum Hospital, so daß die Verwundeten dort verblieben, ohne belästigt zu werden."***

Donnerwetter, chapeau! Dr. Schmidt weiß bereits, was die Frage nach der Zahl der verwundeten Maquisards eigentlich bedeutet. Prompt taucht auch der ***„Chefarzt der SS-Divison"*** mit seinen Männern auf, mutmaßlich allesamt Sanitäts-Mordbuben, und wollen ins Hospital. um die dort liegenden verwundeten Maquisards gleich zu ermorden und sich so ***„zu rächen"***! Dr. Schmidt hat in dieser französischen medizinischen Einrichtung offenbar mehr als nur Gastrecht, sondern eine Position, die es ihm erlaubt, über den Zutritt zu bestimmen - oder er war von todesmutiger Tapferkeit überwältigt und setzte alles auf eine Karte. So wurde ein neuerliches Massaker verhindert.

Wer kann sich eine solche Aktion vorstellen, die in Dr. Schmidts Aussage angedeutet ist? Wer würde nicht durch den Duktus und die reichhaltige Ausschmückung der Aussage erneut den weiter oben bereits angemerkten Eindruck einer „Führung der Hand" haben? Der Garnisonsarzt erklärt ***„feierlich und kategorisch";*** er gestattet ***„in keiner Weise"***. Er weiß ebenfalls, was die Mordlustigen selbst noch mit den Familienangehörigen jener verwundeten Maquisards vorhaben, nämlich ***„die üblichen Sanktionen"***. Gut, daß der deutsche Doktor die Herausgabe jeglicher persönlicher Daten der Maquisards verweigerte und so deren Familien vor großem Unheil bewahrt wurden.

Angesichts solcher Entschlossenheit des kleinen Garnisonsarztes ziehen der ***„Chefarzt der SS-Division Das Reich"*** und seine Mannen ab, wobei diesem offensichtlich jegliche Widerworte im Halse stecken geblieben waren. So geht praktischer, beherzter Widerstand gegen das Unrecht! *Vive le docteur Schmidt !*

Audiatur et altera pars - Lassen wir nun auch andere Stimmen zu Worte kommen; denn . . .

. . . es existiert der Bericht eines SS-Arztes, der damals in Tulle war. Sein Name taucht in Kartheusers sorgfältiger Ausarbeitung an keiner Stelle auf, was merkwürdig erscheint, aber nichts weiter bedeuten dürfte.

Wieder ist es Herbert Taege, der Zugang zu dieser Zeugenaussage eröffnet, die sich im der Sammlung von Otto Weidinger befand und von dort in das Militärarchiv in Freiburg gekommen sein könnte. Daraus soll länger zitiert werden, damit sich ein umfassenderer Eindruck aus damaligem deutschem Blickwinkel ergibt. Herbert Taege leitet das Zitat aus dem Bericht des Arztes, **Dr. August Roschmann**, in eigener Paraphrasierung einiger der berichteten Einzelheiten ein (Taege, a.a.O. S.120, Hervorhebungen: E.L.):[7]

„Der Chirurg, Obersturmbannführer (Oberfeldarzt) Dr. med. August Roschmann, welcher mit der 2. Sanitätskompanie der 2. SS.Pz.Div „Das Reich" mit der Aufklärungsabteilung der Division am 8. Juni 1944 Tulle erreichte, wo er zunächst außerhalb der Stadt einen Hauptverbandsplatz einrichtete, um die 20 bis 25 Verwundeten, darunter mehrere sehr schwere Verwundungen, zu versorgen, hat über die Tage vom 8. bis zum 11. Juni einen Tätigkeitsbericht abgegeben. Nachdem der Chirurg die ganze Nacht über operiert hatte, suchte er am folgenden Tage in den Mittagsstunden zusammen mit dem Chef der 2. Sanitätskompanie für den Hauptverbandsplatz besser geeignete Räumlichkeiten in der Stadt selbst zu erkunden. Er berichtete, daß sie zunächst das örtliche Krankenhaus aufgesucht hätten. Dr. Roschmann wörtlich:

Dr. August Roschmann (1902-1983), hier noch als Sturmbannführer (Oberstabsarzt). (Foto: privat)

‚Dort lagen auch etwa 30 bis 35 Verwundete des überfallenen Sicherungsregiments, die von den französischen Ärzten versorgt worden waren. Wie mir die deutschen Verwundeten erzählten, habe der französische Arzt es verhindert, daß sie von den Maquisards herausgeholt und erschlagen worden wären. Ich sprach mit den beiden französischen Kollegen, die mir bereitwillig Räume im Krankenhaus zur Verfügung stellten.'

Kleine Unterbrechung: Der französische Arzt, mutmaßlich der anderweitig genannte Leiter des Hospitals, **Dr. Chammard**, hatte also **am Vortag**, den 8. Juni, **verhindert**, daß **FTP-Maquisards** verwundete **deutsche Soldaten** ermordeten. Wie sich ein solches Ansinnen mit dem Kriegsvölkerrechts hätte vereinbaren lassen, braucht nicht ausgeführt zu werden. Doch hatte man nicht aus Dr. Schmidts eigenem Mund vernommen, die Maquisards hätten sich gegenüber seinen Verwundeten in **untadeliger Weise** verhalten? Hatte er dieses vorbildliche Verhalten nicht dem eindringenden ***„Chefarzt der SS"*** vorgehalten, der mit seinen Mannen genau das mit den verwundeten Maquisards zu tun beabsichtigte, was deren unverwundete Kameraden tags zuvor mit den deutschen Verwundeten eben **nicht getan** hatten? Oder hatte Dr. Schmidt etwas verwechselt? Es ging ja so einiges drunter und drüber in jenen dramatischen Stunden. Warum nicht auch im Kopf von Dr. Schmidt? Jenseits aller Zweifel stellte er mit seiner Aussage den Maquisards das allerbeste Zeugnis aus, über das sich diese sicher sehr gefreut haben.

Aus ***„sanitätstaktischen Gründen"***, so fügt Herbert Taege ein, wurde dann doch nach einem anderen Gebäude gesucht. Dr. Roschmann wieder wörtlich:

---

7 Quelle bei Taege: „***Dr. med. August Roschmann, Friedberg bei Augsburg, Bericht über Tulle (8.-11. Juni 1944), ohne Datum, SaOW***"(=Sammlung Otto Weidinger). Analog zu anderen solchen Berichten dürfte er Anfang der 50er Jahre entstanden sein.

‚Auf der Fahrt zu einem auf der Höhe am Stadtrand befindlichen Lyceum[8] *kam ich an der ausgebrannten Schule vorbei, die von der Sicherungseinheit als Kaserne benutzt worden war. Dabei sah ich auch die toten deutschen Soldaten der Sicherungskompanie, ca. 30 bis 35. Eine kleinere Gruppe bei einem LKW, eine größere dicht bei einer Tür der Mauer, die das ausgebrannte Haus umgab. Waffen sah ich keine bei den Toten, dagegen Gasmasken, Gasmaskenbehälter u. dgl. Ich mußte feststellen, daß die Toten alle Einschüsse im Hinterkopf und Rücken hatten. Nach Lage der Dinge hatte ich den bestimmten Eindruck, daß die betreffenden Soldaten, nachdem sie sich in dem brennenden Haus nicht mehr halten konnten, durch die Tür in der Mauer herausgetreten waren, um sich gefangen zu geben. Daraufhin wurden sie erschossen.'*

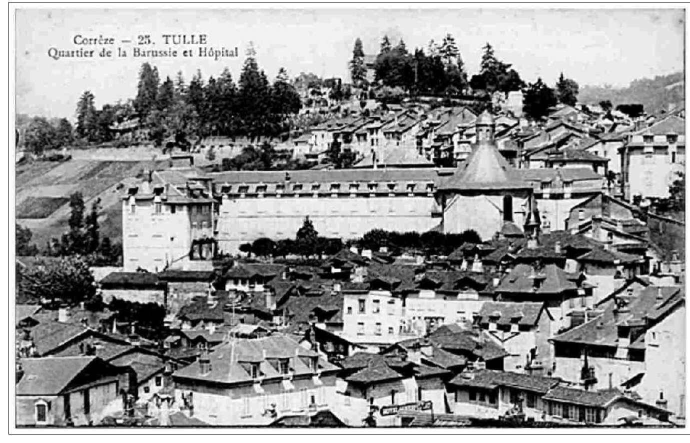
Dr. Roschmann fährt offensichtlich nicht nur an den getöteten Soldaten vorbei, sondern man hält an, und nutzt die Gelegenheit, die Toten etwas näher zu inspizieren, was mutmaßlich auch andere aus der Begleitung getan haben dürften, namentlich der Arzt Dr. Priebe. Dabei äußert Dr. Roschmann allein Vermutungen über das, was sich abgespielt haben könnte. Er spricht **nicht** von Verstümmelungen, wohl aber von Schüssen in Hinterkopf und Rücken, aus denen er ableitet, die Männer seien erschossen worden, als sie sich ergeben wollten.[9]

Weiter im Zitat:

‚(Am Nachmittag) wurden die vorgefundenen Toten von Angehörigen des Sicherungsregiments identifiziert und zur Bestattung vorbereitet ... Am Vormittag des 10. Juni revidierte ich die Verbände der Verwundeten des Sicherungsregiments, die im französischen Krankenhaus verblieben waren, und legte, soweit nötig, neue Verbände an. Dabei erfuhr ich, daß sich in diesem Krankenhaus auch verwundete Maquisards befanden, die von uns völlig unbehelligt blieben . . .'

Erneute Unterbrechung: Selbstredend erwähnt Dr. Roschmann mit keinem Wort seinen eigentlichen Auftrag bzw. seine Absicht, nämlich die Ermordung der Maquisards, die im Hospital liegen . . . Doch ernsthaft: wo paßt hier Dr. Schmidts Geschichte seines heldenhaften Eintretens, seiner absoluten Verfügung über den Zugang zum Hospital und der belämmerte Abzug eines mordwilligen SS-Arztes und seines Sanitätseinsatzkommandos hinein? Doch halt! Dr. Schmidt sprach ja vom 9. Juni, an dem sich sein heldenhafter Einsatz abgespielt habe. Dr. Roschmanns Besuch im Hospital fand aber am 10. Juni statt. Es war dann wohl ein anderer SS-Arzt, der mit seinen Mannen am Tag zuvor in das Hospital eindringen wollte. So muß es gewesen sein . . . Besser weiter mit Dr. Roschmann:

‚An dem gleichen Vormittag, als ich zum Divisionsarzt gerufen worden war, sprach mich vor dem Hotel, in dem sich der Div.-Stab befand, eine französische Dame an, die, wie sich herausstellte, die Frau des jüngeren französischen Chirurgen war, die mich bat (sie sprach ausgezeichnet Deutsch), einen französischen Gendarmen, der beim Eindringen der Maquisards verwundet worden war, bei unserem Abmarsch mitzunehmen, da sie befürchten müsse, er würde bei einer Rückkehr der Maquisards nach unserem Abzug erschlagen werden. Nach Rücksprache mit dem Divisionsarzt konnte ich ihr die Zusage geben. Da sämtliche Verwundeten am Nachmittag des 10. Juni abtransportiert wurden, wurde diesem Transport auch der verwundete französische Gendarm mitgegeben. Meines Wissens wurden die Verwundeten in ein Lazarett nach Limoges gebracht,'



<u>Rechts</u>: Der Ort, an dem sich damals einige der Ereignisse abspielten: das stattliche Hospital von Tulle, heutigentags durch einen modernen Bau ergänzt.

Soweit die Auszüge aus Dr. Roschmanns Bericht. Daß wenig davon mit Dr. Schmidts protokolliertem Tatsachenbericht zusammenpaßt, dürfte deutlich geworden sein.

Wie bereits erwähnt, hat Bruno Kartheuser nichts von Dr. Roschmann erwähnt,[10] geschweige denn von dessen Darstellung der Ereignisse etwas im Sinne einer Zusammenführung von Aussagen verarbeitet; hingegen den paßgerechten Einlassungen des Dr. Schmidt die geschichtswissenschaftlich beglaubigten höheren Weihen verliehen, die damit zitierfähig wurden.

Auch der Ia, **Albert Stückler**, hat in der Sache ausgesagt, u a. in einer richterlichen Vernehmung 1949:[11]

„...Außerdem wurde im Verlauf des Vormittags festgestellt, daß in einer abgelegenen Kaserne eine Kompanie der Wachtruppe Tulle bei dem Versuch, ihre brennende Unterkunft zu verlassen, von den Maquisards niedergeschossen worden war. Eine Meldung darüber war bereits während der Nacht eingegangen. Offensichtlich waren diese Soldaten bereits vor dem Einrücken der Division erschossen worden. Ich begab mich später selber an den Platz, wo diese Leichen lagen, es waren meiner Schätzung nach 30 Leichen. Die Leichen lagen vom Ausgang des Grundstücks über eine schmale Straße hinweg in mehreren Klumpen am Boden. Außer einigen zerbrochenen Gewehren am unmittelbaren Ausgang hatten die Männer keine Waffen dabei. Lediglich ein SD-Mann hatte noch eine Pistole in der Hand. Einige zerbrochene Weinflaschen lagen herum. Ein Teil der Männer trug eine Gasmaske vor dem Gesicht. Einigen war die Uniform aufgerissen, die Taschen entleert. Einem Feldwebel vor dem Ausgang fehlten die Stiefel. Alle Toten hatten mehrere Einschüsse im Hinterkopf. Zum Teil waren die Gesichter durch die nahen Einschüsse entstellt. Etwa fünf oder sechs Tote lagen unter einem LKW verknäult. Anscheinend war der LKW später über diese Toten gefahren worden.

8 Es handelte sich um das ***Lycée Edmond Perrier***, eine Lehrerbildungsanstalt, die oberhalb der Stadt am Hang lag.

9 Der Gedankengang des Arztes war wohl, daß viele Soldaten versucht hatten zu fliehen, als das Feuer auf sie eröffnet wurde und sich instinktiv abgewandt hatten, um zu entkommen. Somit wären Einschüsse in Hinterkopf und Rücken die Folge gewesen.

10 Kartheuser kennt die von Taege veröffentlichten Aussagen und Berichte und zollt dem Autor eine gewisse Anerkennung, wenn er schreibt (Tulle 3, S.398): ***„Die 3 deutschen Bücher von Taege und Schneid sind apologetisch (Rechtfertigungsliteratur); sie enthalten sehr viele authentische Details, während das Gesamttableau tendenziös ist."*** Zugespitzt gilt dies auch für Kartheuser selbst.

11 Zitiert aus Herbert Taege „***Wo ist Kain***", S.123. Dort Quellenangabe „***Amtsgericht Freising, AR 640/49 vom 17.8.1949, Vernehmung Albert Stückler als Zeuge in Sache Heinrich Wulf wegen Kriegsverbrechen***; Sa-OW."(= Sammlung Otto Weidinger).



Einigen Toten war die Hose heruntergezogen worden und sie hatten Einschüsse in den nackten Unterleib. Die Kaserne, in der die Truppe untergebracht war, war niedergebrannt. Vermißt wurden von der Truppe ca. 80 Mann. Insgesamt war die Zahl der aufgefundenen deutschen Toten 64 Mann. Von den aufgefundenen Toten wurden Fotos gefertigt, die mit den Meldungen über dieses Vorkommnis an die vorgesetzten Kommandobehörden eingereicht wurden."

Rechts: Ia **Albert Stückler**, hier noch als Offizier der Wehrmacht. Stückler war mit Wirkung vom 1. Januar 1944 als Generalstabsoffizier von der Wehrmacht zur Division „Das Reich" kommandiert worden.

Wie an anderer Stelle schon bemerkt, sind diese Fotografien und die dazugehörige Meldung nie aufgetaucht. Die einen halten dies für eine weitere der von der SS produzierten Lügen; andere gehen von einer Erbeutung der Dokumente durch jene aus, die sie nicht ans Licht kommen lassen wollten und wollen. *Chacun à son goût.*

Dem zu Anfang genannten Historiker **Bruno Kartheuser**[12] sei auch das direkte Wort erteilt. Wie erwähnt, ist er der kämpferische Vertreter der These von den Verstümmelungen als Legende, die er zu widerlegen angetreten ist. Er hat sich mit seinen vier in der Tat imposanten Büchern zu Tulle in der Sache beträchtliches Ansehen und allgemeine Zustimmung erworben. Seine Erkenntnisse sind dem folgenden ausgewählten Zitat deutlich zu entnehmen:

„Viele Leichen an der Normalschule und in den angrenzenden Straßen wiesen schlimme Verwundungen und Entstellungen auf, die teils durch den Beschuß aus nächster Nähe, teils durch das Manöver eines defekten Lastwagens verursacht worden waren. Aus der objektiven Feststellung von Entstellungen wurde rasch - besonders aufgrund des raschen Umschwungs der Lage - eine böswillig verbreitete Legende, in der die Rede von bewusst zugefügten, sadistischen oder obszönen Verstümmelungen war. Man hat jedoch den Eindruck, dass die ankommende SS sich bei der Festlegung ihres Handelns diese Auffassung nicht zu eigen gemacht haben, da der Vorwurf nicht in den unmittelbaren Begründungen der Repressalien vorkommt. Dies darf man wohl als die verlässlichste Bestätigung werten, dass der Vorwurf einer Verstümmelung der gefallenen Deutschen haltlos ist. (Kartheuser, Tulle, Bd.III, S.368)

Wenn man wollte, so könnte man diese Sätze als Musterbeispiel für eine Zusammenfassung eines die Angelegenheit durch sachgemäße Ermittlung objektiv erwiesener Zusammenhänge erstellten Gutachtens betrachten:

Verstümmelungen? Bei oberflächlicher Betrachtung durch Laien sicherlich; aber dem tieferen Blick des Historikers, der dazu allein die vorliegenden Beschreibungen als Grundlage seiner Einschätzung benötigt: alles ***„schlimme Verwundungen und Entstellungen"***, entstanden im Eifer des Gefechts, durch Massen an Projektilen, die auf engstem Raum wirkten. Dem entgegenstehende, ebenfalls geäußerte Wahrnehmungen, die Veränderungen an den Leichen beschrieben, die nicht durch Einwirkung von Waffen entstanden sein können: Einbildungen, Übertreibungen gehörter Fehlwahrnehmungen anderer, die beim Weitertragen zu monströsen Leichenschändungen aufgebauscht wurden. So wie sich Laien eben in solchen Situationen verhalten und äußern. So etwas gibt es natürlich, es ist sogar alltägliche Erfahrung. Man kennt das auch aus anderen Zusammenhängen, jenen Geschichten von den abgeschnittenen Geschlechtsteilen der toten Männer, die man ihnen in den Mund gesteckt habe; oder die irgendwelche Frauen in Helmen der toten Soldaten durch die Straßen getragen hätten; oder das Besudeln der Leichen und was dergleichen Übelkeit verursachende Handlungen noch mehr sein mögen. Alles Dinge, die einem Veitstanz verkommener Fantasie entsprungen sein könnten. Wer wollte dies nicht in Erwägung ziehen wollen?

Doch was ist mit den sehr zurückhaltend formulierten Eingeständnissen französischer Offizieller, dem Präfekten **Trouillé** und dem General **Bridoux**? Der deutsche Historiker **Peter Lieb** ist offensichtlich der Meinung, man könne diese Bekundungen nicht vernachlässigen, als er 2007 schrieb:[13]

„Tulle, die Hauptstadt des Départements Corrèze, war am 7. Juni durch die FTP eingenommen worden. Dabei verloren die Deutschen 122 Mann. Eigentlich wollten die Partisanen die restlichen gefangenen deutschen Soldaten der Garnison erschießen, doch konnte sie der Präfekt Pierre Trouillé davon abhalten, nicht aber von Leichenschändungen an gefallenen deutschen Soldaten. Das belegen nicht nur deutsche Aussagen, auch Trouillé und Bridoux mußten diese Tatsachen in ihren offiziellen Protesten eingestehen.[14] Will man das folgende Verhalten der Deutschen verstehen, wird man nicht daran vorbeikommen, diesen Faktor einzubeziehen."

noch Anm. 9: In diesem Brief Bridoux' an Neubronn[15] heißt es u. a.: „Gemäß gewisser Zeugenaussagen haben sich einige Frauen, die die Terrorristen begleiteten, und die man immer bei den revolutionären Bewegungen antrifft, damals höchst verwerflichen Taten in Hinblick auf die sterblichen Überreste einiger deutscher Soldaten hingegeben."

Wie man oben lesen kann, war Bruno Kartheuser an diesem einzubeziehenden ***„Faktor"*** drei Jahre zuvor elegant vorbeigesegelt, indem er die Vorfälle bereits als ***„böswillig verbreitete Legende"*** entlarvt und damit der Wahrheit zum Siege verholfen hatte. Die Entlarvung von Legenden und die Dekonstruktion von „Narrativen" ist ja einer der besonders angeschwollenen, verdienstvollen Arbeitsbereiche bei Teilen der zeitgenössischen Historikerzunft.

---

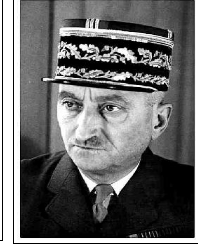
12 Erst vor kurzem konnte der Verfasser etwas zu Bruno Kartheusers Biographie finden. Der deutsch-belgische Autor wurde 1947 in Lüttich/Liège geboren, wohnte aber später in St.Vith. Beruflich ist Kartheuser Gynasiallehrer gewesen mit der Fächerkombination Latein/Griechisch/Geschichte.

13 Peter Lieb „***Konventioneller Krieg oder NS-Weltansschauungskrieg …***", S.364/365. Die detaillierten Quellenangaben Liebs wurden, bis auf eine, im Zitat weggelassen. Lieb war zum Zeitpunkt der Abfassung seiner Dissertation mit den Bänden 2 und 3 der Tetralogie Kartheusers vertraut. Der hier bedeutsame Band 3 erschien 2004.

14 Dr. Lieb fügt die Quelle ein: „***Vgl. AN, AJ41/60. Préfecture del a Corrèze. Cabinet du Préfet. Ref: N° 3668. Tulle, les 23 Juin 1944. AN AJ41/329. Le Général. Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Commandament allemand. Section Militaire de Liaison. N° 6295 - DN/SL Objet_ Evènements [sic!] de Tulle. Vichy, le 24 Juillet 1944"***. Unter dem Zitat oben findet sich der Rest der Anmerkung Liebs, teils in Übersetzung des Verfassers.

15 Alexander Freiherr Neubronn von Eisenberg, dt. Generalleutnant und Deutscher General des Oberbefehlshabers West in Vichy.

Also ebenfalls weg mit den vorsichtigen Eingeständnissen damaliger größere Verantwortung tragender Persönlichkeiten, zumal ja all diese noch dem Vichy-Regime unter- und ergeben waren. Da war nichts anderes zu erwarten. Und schon die Formulierung: ***„haben sich damals höchst verwerflichen Taten..."***

Solche diplomatischen Verklausulierungen ziehen nicht, es bedarf der offenen Worte. Die gibt es, aber das sind eben nur die schon erwähnten Aussagen aus zweiter Hand, die Übertreibungen, Fehleinschätzungen und böswillig gestreuten Gerüchte.[16]

Rechts: Präfekt **Pierre Trouillé** und General **Fernand Bridoux** haben mit ihrer Anerkenntnis von ***„höchst verwerflichen Taten"*** der Sache der Wahrheit einen Bärendienst erwiesen - nach Meinung einiger . . .

Zur Haltung der SS in der Frage der Verstümmelungen hat Bruno Kartheuser, wie oben zu lesen war, eine eigenwillige Auffassung: Sie habe sich ***„bei der Festlegung ihres Handelns diese Auffassung nicht zu eigen gemacht"***, so habe man ***„den Eindruck"***. Denn der Vorwurf sei ***„nicht in den unmittelbaren Begründungen der Repressalien"*** vorgekommen. Und dies dürfe man wohl ***„als die verlässlichste Bestätigung werten, dass der Vorwurf einer Verstümmelung der gefallenen Deutschen haltlos ist."*** Ein Schlußfolgerung, die einer besonderen Logik entspringt. Wollte man unter der Formulierung der ***„umittelbaren Begründung"*** das verstehen, was öffentlich bzw. offiziell kommuniziert wurde, so kämen der **Plakatanschlag** in der Stadt und die den offiziellen Vertretern der Stadt **mündlich übermittelten Begründungen** in Frage. Auf dem ausgehängten Anschlag wie in den mündlichen Mitteilungen müßte folglich eine unmittelbare Begründung durch die Nennung des Begriff „Verstümmelung" zu finden sein. Das ist nicht der Fall, und somit hat Kartheuser Recht. Die Bevölkerung der Stadt kann auf dem berüchtigten Anschlag nur die kargen Worte lesen:

„***Vierzig deutsche Soldaten wurden in der abscheulichsten Form von den kommunistischen Banden ermordet."***

Und gemäß dem, was der Präfekt Trouillé dazu angab, eröffnete ihm der Ic Kowatsch gegen 15.30 Uhr:

> ***„Herr Präfekt, in Anbetracht Ihres humanitäten Verhaltens gegenüber unseren Verwundeten verzichtet das deutsche Oberkommando auf die zuvor gegen Tulle verhängten Maßnahmen, das sind die völlige Einäscherung der Stadt und die Erschießung aller wehrfähigen Männer. Aber es kann die Beleidigung, die der deutschen Fahne angetan wurde, nicht ohne Reaktion stehen lassen. Einhundertzwanzig Tuller, die Komplizen des Maquis sind, daß heißt die doppelte Anzahl derjenigen Kameraden, die gestern den Tod durch Mord gefunden haben, werden erhängt und ihre Leichen in den Fluß geworfen."*** [17]

Auch in dieser mündlichen Mitteilung Kowatschs, die in Teilen den Text des Anschlags wiederholt, findet sich **kein Wort** über Verstümmelungen; ja, der Formulierung der ***„durch Mord"*** zu Tode gekommenen Kameraden fehlt sogar der Superlativ aus dem Text des Anschlags. Gleichwohl: Bevölkerung und Präfekt waren hinreichend ins Bild gesetzt.

Es ist nicht ohne Bedeutung, daß es noch eine Darstellung diese Auftritts von Kowatsch vor dem Präfekten gibt. Sie stammt von seinem Generalsekretät **Maurice Roche**, der dabei anwesend war.[18]



> ***„Um 15.30 Uhr kommt der Hauptmann, den wir am Vortag gesehen hatten. Es ist Hauptmann Kowatsch. Er kommt, sehr betreten, um die Beamtenschaft der Präfektur zu informieren - Colonel Bouty war ebenso anwesend wie Kabinettschef Damien Torrès -, daß infolge neuerlicher Feststellungen - ausgeraubter und von einem LKW überfahrener Soldatenleichen, Auffindung von Gasgranaten - das deutsche Oberkommando über Funk den Befehl gegeben habe, 120 Personen zu erhängen (er behauptet, die Entscheidung sei nicht in Tulle gefällt worden)."***

Links: **Maurice Roche**, Generalsekretär der Präfektur.

Diese Schilderung eines Augen- und Ohrenzeugen liest sich in Teilen **durchaus anders**. Bruno Kartheuser kennt diese Darstellung, mißt ihr aber wohl keine Bedeutung bei; und so bleibt alles „beim Alten". Es hat also die Unmittelbarkeit gefehlt, das direkte und deutliche Benennen, letztlich also, wenn man so will, eine detaillierte Liste konkret benannter Verstümmelungen. Und weil derlei Einzelheiten nicht unmittelbar erwähnt werden, hat „die SS" sich den Vorwurf der Verstümmelungen **nicht zu eigen gemacht**, obwohl sie ihn selbst in die Welt gesetzt hatte. Denn wer sonst sollte dafür verantwortlich gewesen sein? Und deshalb war das, was gesehen, beschrieben und vor allem mündlich in der Truppe verbreitet wurde und was lt. Aussage des Ia Stückler auch auf einer Reihe von Fotografien festgehalten und als besonderes Ereignis „nach oben" weitergemeldet wurde, gar nicht geschehen und konnte so auch keine Begründung für die schauerliche Repressalmaßnahme der Erhängung von letztlich 99 Männern abgeben.

Nähme man nun an, die *Citoyens de Tulle!* hätten auf dem Anschlag *en détail* von Verstümmelungen und anderem lesen können, und in gleichartiger Form wäre der Präfekt und andere offizielle Vertreter informiert worden: welche Konsequenz in Hinblick auf die Tatsächlichkeit der Verstümmelungen hätte man dann ziehen müssen oder können? So gefragt, wäre vorzugsweise eine Richtung naheliegend. Doch ist es Bruno Kartheuser ja in seiner Studie seiner Auffassung nach gelungen, die Legende von den Verstümmelungen zu zerstören. Damit wäre eine offene Benennung seitens der SS so oder so als Nachweis von deren Tatsächlichkeit wertlos. Die Weglassung al-

---

16 Daß es sich Bruno Kartheuser nicht leicht macht mit seinem Versuch des Nachweises nicht stattgefundener Verstümmelungen, wird in einem separaten Text mit Zitaten aus seiner Untersuchung gezeigt. Er liegt im vorliegenden Ordner unter dem Titel ‚***Kartheuser gegen die Legende'*** bereit. Einiges aus dem vorliegenden Text wird dort wiederholt werden müssen.

17 Zitiert aus Herbert Taege „***Wo ist Kain***", S.147. Taege übersetzte diesen Passus aus einer ausführlichen Notiz des Widerstandskämpfers der AS, René Jugie, alias GAO.

18 Hier zitiert in Übersetzung des Verfassers aus Mengus ‚***Les archives inédites de Maurice Roche...***", L'ami hebdo, 2016, S.27.

lein des Begriffes „Verstümmelung” auf dem Plakat oder in anderweitigen offiziellen Mitteilungen kann nicht als ***„verlässlichste Bestätigung”*** dienen, ***„dass der Vorwurf einer Verstümmelung der gefallenen Deutschen haltlos ist.”***

Wenn jemand lügt und die Lüge zur Grundlage für gewisse seiner Entscheidungen macht, so ist es ohne Belang, ob er sich öffentlich zur Lüge als „der Wahrheit” bekennt oder dies nicht tut. Entscheidend ist allein der strenge Nachweis, daß keine Wahrheit vorlag, und dies hat der Historiker geleistet, sollte man meinen. Könnte aber die Qualifizierung des fehlenden Bekenntnisses der SS als die ***„verlässlichste Bestätigung”*** dafür, daß es keine Verstümmelungen gegeben habe, nicht auch den Umkehrschluß zulassen, daß alles sonstige Bestreiten der Verstümmelungen auf **weniger verläßlicher** Basis beruht? So wäre es aber wohl nicht gemeint gewesen . . .

Angerissen sei noch ein nicht unwichtiger Aspekt: daß die Rechtfertigung der Repressalie, wie immer man im Sinne eines Rechts zu einer solchen stehen mag, sich gar nicht allein oder vordringlich auf „Verstümmelungen” hätte stützen müssen. Schon der mit harten Fakten zu belegende Vorgang der Erschießung der deutschen Soldaten im Moment, als sie sich gefangengeben wollten, könnte ein hinreichender Grund gewesen sein; oder vorsichtiger gesagt: von jenen, die die Entscheidung fällten, als ein hinreichend schwerer Verstoß gegen die geltenden Kriegsgesetze gewertet worden sein, der die harte Reaktion gerechtfertigt erscheinen ließ.[19] Und bei der Deutung des Geschehens, das die von einem LKW zerquetschten Soldatenleichen hervorgebracht hatte, war ja nachweislich **Absichtlichkeit** angenommen worden, wobei es dann eher ein akademische Frage wäre, ob von Verstümmelung oder Schändung gesprochen werden müßte.

Doch genau dieses letztere Ereignis, die überfahrenen Leichen an der Schule, sind, nach allem was dazu später an Aussagen eingeholt werden konnte, **nicht** das Ergebnis absichtlichen Handelns. Sie waren laut verläßlichen Zeugenaussagen, das Ergebnis mangelnder Vertrautheit eines Maquisards mit der Steuerung eines LKW. Die Toten sollten aufgeladen und zum Hospital gefahren werden, das sich wenige hundert Meter weit vom Ort des Geschehens, der rue Henri de Bournazel entfernt, befand. Doch näherte sich bereits die deutsche Einheit derart hörbar, daß die Aktion eilends abgebrochen wurde. In der Nervosität und der Angst versagte der Fahrer, der schnell das Weite suchte, um sich selbst noch zu retten. Die Szenerie sah dann genauso aus wie ein absichtliches Überfahren der toten Körper. Der LKW aber war von allein rückwärts gerollt, hatte dabei die toten Soldaten erwischt, teils zerquetscht, war dadurch abgebremst worden und schließlich stehengeblieben. Eine jener tragischen Geschichten . . .

Rechts: Heutige Ansicht der von der rue du Trech abzweigenden rue Henri de Bournazel. Im aufgehellten Rechteck der Mietshauskomplex, der dort anstelle der abgebrannten Schule errichtet wurde. Davor macht die Straße eine scharfe Rechtskurve.
Vor der Umfassungsmauer und auf der Straße befanden sich damals die Leichen der Soldaten. Die Distanz wirkt durch die Optik überdehnt. Vom Kamerastandpunkt bis zur Kurve sind es aber nur 45 Meter.



Links: Ausschnitt aus einer alten Postkarte. Umfassungsmauer mit Eingang zum Hof vor der Schule. Vor diesem Eingang lagen Soldaten, und irgendwo dort dürften am Bordsteinrand auch die unabsichtlich vom LKW Überfahrenen gelegen haben. Auch auf dem Hof hinter der Mauer sollen sich noch Leichen von Soldaten befunden haben.

Soweit dieser fragmentarische Text zu Dr. Schmidt und den letztlich nicht mehr vollständig und ausgewogen zu klärenden Vorgängen.

* * *

Als **Anhang** werden zwei Kapitel aus Herbert Taeges Buch „*Wo ist Kain*” eingefügt, aus denen kleine Abschnitte bereits zitiert wurden. Dem Verfasser erscheint es sinnvoll zu sein, damit vorzuführen, in welcher Art sich Taege den damaligen Vorgängen näherte und mit welchen Argumenten und Dokumenten er arbeitete. Es erleichtert einem vielleicht interessierten Leser, sich näherungsweise ein eigenes Urteil zu bilden, wie auch selbst kritische Aspekte zu entdecken. Es handelt sich um die Kapitel 10 „***Ermordung und Schändung deutscher Soldaten***” (S.113-121) und 11 „***Die Feststellungen der Divisionsführung***” (S.122-128).

(Auf die Einfügung der Texte der einzelnen Anmerkungen wurde hier verzichtet.)

---

19 Divisionsrichter Okrent muß bei der Besprechung, die zur Festlegung der Repressalie abgehalten worden sein soll, einen Verstoß gegen die kriegsrechtlichen Regelungen bestätigt haben. Von seiten der Maquisards ist erwartbar heftig bestritten worden, daß die deutschen Soldaten in der Ecole normale sich ergeben wollten. Es wird sogar vorgetragen, die Soldaten hätten sich zum Schein mit einer weißen Fahne nach draußen begeben und im geeigneten Augenblick Handgranaten werfen wollen.

10. Ermordung und Schändung der deutschen Soldaten

Die kurze Nacht vom 8. auf den 9. Juni 1944 hat den Funkern des Divisionsstabes sehr viel Arbeit gebracht. Sie wurden durch Funker der Aufklärungsabteilung verstärkt. Sadi Schneid berichtet in seinem Erlebnisbericht „SS-Beutedeutscher“[25], der Cheffunker seiner Kompanie sei zum Codieren und Decodieren bei der Divisions-Funkstelle beschäftigt worden. „Streng geheim“ hatte er nur zu Schneid gesagt. Kurz vor seinem Tode an der Invasionsfront ließ er Schneid wissen, daß damals Weisungen über Funk gekommen wären, die die Erhängung von 5 Franzosen für einen getöteten Deutschen verlangt hätten und erst später auf das Verhältnis von 3 zu 1 ermäßigt worden seien.

Es ist nicht anzunehmen, daß ein Irrtum bezüglich des Zeitpunktes dieses Funkverkehrs vorliegt, es ist aber einzuschränken, daß in der Nacht vom 8. auf den 9. Juni kaum über eine konkrete Repressalie, sondern allenfalls über eine gegebenenfalls anzuwendende Regel gefunkt worden sein kann. Darauf deutet auch die Verhältniszahl hin. Da die Kriegstagebücher der Division und des LXVI.Res.Korps fehlen, müssen weitere Indizien herangezogen werden, um die Sache zu erhellen.

Das Kriegstagebuch des LVIII.Pz.Korps[46] verzeichnet am Morgen des 9. Juni von der 2. SS-Panzer-Division nur die Einsatzmeldung der Division, aus der keine bemerkenswerten Ereignisse übernommen wurden. Es läßt sich aber aus den weiteren Eintragungen schließen, daß keine Befehle über Repressalien an die Division gegeben wurden. Dazu bestand auch noch kein Anlaß, denn die Division hatte noch keine Feststellungen getroffen, d. h. sie hatte die ermordeten und geschändeten Soldaten des Sicherungsregiments 95 noch nicht aufgefunden. So konnte es sich nur um Unterstellungsfragen handeln, wenn der Ia des Generalkommandos morgens gegen 08.00 Uhr bei der Armeegruppe G dort „einen Befehl für die 2. SS-Panzerdivision übernimmt“. Sein Inhalt kann nicht der Befehl des ObWest vom 7. Juni gewesen sein, denn dessen Inhalt war bereits im Befehl des Generalkommandos an die Division (Abb. 18) verarbeitet. Vielmehr mußte es sich um den Befehl des ObWest vom 8. Juni handeln, welcher die Herauslösung der SS-Division aus der Unterstellung unter den Militärbefehlshaber Frankreich und das LXVI. Res.Korps enthält und die Division an die Invasionsfront befiehlt. Dieser Befehl ist im Kapitel „Rahmenbefehle und Einsatzbefehle“ zitiert. Daß dies so war, ergibt sich aus dem Kriegstagebuch des LVIII. Pz.Korps, denn es verzeichnet weiter:

»Die Division scheidet am 11. Juni um 12.00 Uhr aus dem Verband des LVIII. Pz.Korps aus und wird zum neuen Einsatz in die Normandie verlegt (der Heeresgruppe B unterstellt).«

Demgemäß ging ein Fernschreiben an den Militärbefehlshaber Frankreich, da die Übernahme der Aufgaben der SS-Division durch eine Kampfgruppe der 11. Panzerdivision geregelt werden mußte; sodann wurde um 12.25 Uhr ein Befehl an das Restkommando der 2. SS-Pz.Div. folgenden Inhalts (lt. Kriegstagebuch) verzeichnet:

»Sofort Funkspruch an Kampfgruppe geben:
1. sofort Verbindung aufnehmen mit LXVI.Res.Korps
2. Standort und Lage melden.«

Aus diesem Befehl ergibt sich, daß das LVIII.Pz.Korps keine direkte Verbindung mehr mit der 2. SS-Pz.Div. hatte und die Lage der Division am 9. Juni bis zum Mittag nicht kannte. Da für die weitere Befehlsgebung aber das LXVI. Rs.Korps zuständig war, wurde die Division angewiesen, die Verbindung mit diesem Korps aufzunehmen. Das schließt nicht aus, daß die Division bereits seit dem Vorabend, seit sie nämlich den Raum der Feldkommandantur Brive erreicht hatte, in Verbindung mit dem Korps in Clermont-Ferrand stand. Stückler vermeldet darüber nichts Konkretes, es sei denn, er hätte Auftrag gehabt, sich zum LXVI. Korps nach Clermont-Ferrand zu begeben, was eine Form der Verständigungsaufnahme darstellt.

Als der Morgen des 9. Juni graute, erlebte der Zugführer Hofmann nach seinen eigenen Worten[49)] folgendes:

»Im frühen Morgengrauen des nächsten Tages mußte ich mich bei meinem Kp.-Führer zur Entgegennahme weiterer Befehle melden.

Hier erzählte mir mein Kp.-Führer, daß die Maquis aus der Stadt vertrieben seien und sich höchstens noch einige wenige in den Häusern versteckt hielten. Er ging mit mir und mit uns der Präfekt der Stadt Tulle zu einer Schule, an der viele Einschüsse zu sehen waren. Vor deren Türen und auf dem Platz vor der Schule lagen mehrere tote deutsche Soldaten. Zahlenmäßig möchte ich hier nichts Bindendes sagen, ich glaube, es waren 20 - 30. Die meisten hatten Schüsse im Rücken oder Hinterkopf. Selbst auf Tragbahren lagen einige Tote. Es hatte den Anschein, daß sie erst auf der Trage erschossen wurden. Auch ein LKW stand vor der Schule, unter dem Tote lagen. Es war ein Führer vom S.D. dabei.

Anscheinend war hier auch Gas verwendet worden, da einige die Gasmaske gebrauchten. Mehrere waren durchsucht, und die Uniform war aufgerissen worden.

Der Herr Präfekt sagte, daß dies das Werk der Maquis sei und er selbst als Franzose deren Handeln nicht billigen könne.

Danach führte der Herr Präfekt meinen Kp.-Führer und mich zu einem Hospital, in dem ungefähr 30 Verwundete dieser Wehrmachtseinheit lagen. Sie erzählten uns von dem Überfall der Maquis. Auch sprachen sie von der Hilfe einzelner Tuller Bürger, denen sie ihr Leben verdankten, und der vorbildlichen Haltung des Chefarztes, der sie unter den Schutz des roten Kreuzes gestellt habe, als ein Bataillonskommandeur der Maquis sie habe erschießen lassen oder mitnehmen wollen.

Dieses war am Morgen kurz nach dem Hellwerden.

Hier machte ich meinem Kp.-Führer Meldung über die Gefechte und Ausfälle. Von ihm erhielt ich den Befehl, bis auf Abruf an den Straßen- und Wegkreuzungen in Stellung zu bleiben und zu sichern.«

Hofmann sah die Leichen vor der Schule als einer der ersten. Es war kurz nach Tagesanbruch. Seine Wahrnehmung, daß einige Tote auf Tragbahren gelegen hätten und auf diesen Tragbahren erschossen worden zu sein schienen, ist wichtig. Sie deckt sich mit Aussagen von Tuller Priesterseminaristen, welche als Sanitäter erste Hilfe geleistet hatten und sich damit sogar gegen die Partisanen durchsetzen mußten, welche auch die Verwundeten niedermachten.

Wie zutreffend Hofmanns Schilderung ist, ergibt sich aus den Passagen, die wir dem Buch der Vichy-treuen französischen Miliz (Seite 60 und 63. aao. 4) entnehmen. Dieses Buch, das in Frankreich verboten ist, enthält folgende Feststellungen in der Übersetzung des Verfassers:

»Während des Angriffs der FTP auf Tulle am 8. Juni 1944 und der schrecklichen Repressalie, die die Division ‚Das Reich' als Antwort an der Zivilbevölkerung vollzog, wurden ...«

Hier befindet sich hinter dem Wort „Zivilbevölkerung" eine Fußnote, die wie folgt lautet:

»Und mit Recht. Die FTP hatten die kleine deutsche Einheit, die in diesem Ort stationiert war, nach dem Verlassen der Stadt durch die Miliz massakriert. Die Leichen waren in unmenschlicher Weise verstümmelt worden: Straßenweiber hatten auf den Leichen herumgetrampelt und waren sogar in der Stadt herumgezogen und trugen dabei Organe in den Helmen mit sich.«

Dazu hatte der französische General Bridoux, Staatssekretär im Verteidigungsministerium von Pétain am 24. Juli 1944 an den Vertreter des ObWest geschrieben (S. 17, aao. 51):

»Sicheren Zeugenaussagen nach haben einige Frauen in der Begleitung der Terroristen, wie sie sich immer bei Revolutionsbewegungen einfinden, sich zu höchst tadelnswerten Handlungen an den Leichen einiger deutscher Soldaten hinreißen lassen ...«

Der General hatte damit unter Berufung auf sichere Zeugen etwas zugegeben, was der Tulle-Prozeß dann einfach in Abrede stellte. Wo sind die Zeugen geblieben?

Das Urteil, das der Präfekt Trouillé über die Partisanen in seiner Stadt gegenüber dem Milizdirektor fällte, werden wir weiter unten zitieren, um den Ereignissen nicht vorzugreifen. Er wird hier aber von dem Milizbericht charakterisiert:

»Der Präfekt von Corrèze, M. Trouillé dessen Mut und Aufopferung beispielhaft waren ...«

Hier folgt die Fußnote:

»Er wäre beinahe von den Deutschen erschossen worden und wurde nur in letzter Minute gerettet, weil diese erfuhren, daß er am selben Tage das Massaker der FTP

an den kranken und verwundeten Deutschen, die im Krankenhaus von Tulle behandelt wurden, verhindert hatte.«

Es wäre ungerecht, wenn man die Rolle des Präfekten zu genau unter die Lupe nähme, denn sie mußte unter solchen Umständen anpassungsfähig sein: der Vichy-Regierung verpflichtet, der Armée Sécrète angehörend, dem Druck der Partisanen ausgesetzt, dem Gegendruck der Deutschen und schließlich wieder dem der Partisanen und endlich dem Gesinnungsterror der Nachkriegszeit – und bei alledem ein französischer Patriot bleiben wollend, und zwar lebend. Das erklärt einige Widerrufe, die der Präfekt je nach Lage abgeben mußte; wir kommen darauf zurück.

Der Generalstäbler Stückler berichtet über diesen Komplex in seinem Bericht[8)]:

»Die Division unterstand nun dem LXVI. Armee-Korps Clermont-Ferrand, mit dem von Tulle aus nur Funkverbindung aufgenommen werden konnte. Dieses Korps befahl der Division am 9. Juni durch Funk, in den Raum Brive-Tulle-Guéret gegen einige Ortschaften mit bodenständigen Kommandos, zu denen das Korps keine Verbindung mehr hatte, aufzuklären . . .«

Diese Aussage erlaubt die Feststellung, daß die Division mit dem Korps in Clermont-Ferrand in Funkverbindung gestanden hat, sonst hätte sie keine Befehle bekommen können. Da der Aufklärungsraum noch die Städte Tulle und Guéret nennt, welche am Morgen bzw. Mittag des 9. Juni befreit waren, muß der Funkbefehl des Korps vor der Befreiung der beiden Städte abgegangen sein, also am Morgen. Das bedeutet, daß das Korps zu jenem Zeitpunkt noch keine Meldung über das Massaker an den deutschen Soldaten gehabt haben kann und deshalb auch zu jenem Zeitpunkt noch nichts dazu befehlen konnte. Es wäre allenfalls einzuräumen, daß Stückler, als er in der Nacht von Greueltaten der Partisanen gerüchteweise hörte, dies vorsorglich dem Korps in Clermont-Ferrand gemeldet hat. Schließlich ist aus Stücklers Darstellung zu folgern, daß die vom Korps erteilten Aufklärungsaufträge die Division und damit ihn als Ia auch in Abwesenheit des Divisionskommandeurs verpflichteten, die Aufklärungsergebnisse dem Korps unverzüglich zu melden.

Soweit der Ic mit seinem Ressort betroffen war, hatte auch dieser Meldepflicht gegenüber dem Ic des Korps; bei derart gravierenden Vorfällen wie die Entdeckung eines so eklatanten Kriegsverbrechens natürlich erst recht. Es ist logisch zwingend zu unterstellen, daß sowohl Ia als auch Ic etwa ab Vormittag, als das Ausmaß des Geschehenen erkennbar war, darüber im Funkverkehr mit dem Korps gestanden haben.

Diese Feststellung ist vonnöten, um zu erklären, weshalb der Ic, damals ein Hauptsturmführer (Hauptmann) Kowatsch, die morgens gefällte Entscheidung, wonach die Division auf Repressalien gegen die Stadt verzichte, zwar nicht aufhob, aber dafür eine Maßnahme gegen Freischärler vollziehen ließ: die Exekution von 98 der angekündigten 120 Erhängungen.

Da die französische Literatur die Ermordung deutscher Soldaten und die Schändung ihrer Leichen in Tulle totschweigt oder bis zur Verkehrung der Wahrheit beschönigt, befassen wir uns noch mit diesem nicht gerade abseitigen Thema.

Dem Brief von Fritz Helm, einem Angehörigen der 8. Kompanie, Sicherungsregiment 95, der den Blutrausch der Partisanen überlebt hat, an einen Verteidiger entnehmen wir folgende Einzelheiten[52]:

»Über die Leichen selbst weiß ich folgendes: Sie lagen verstreut auf der Straße nach Angaben der Patres, die sie gesammelt und in die Klinik geschafft haben. Wir kamen etwas später an den Platz, wo die Leichen gelegen haben. Ihre persönlichen Sachen wie Briefe, Fotos, Taschentücher lagen überall zerstreut auf der Straße. Ein Zeichen, daß die Gefallenen ausgeraubt wurden. Bataillonsarzt Dr. Heinz Schmitt aus Mainz, Oberleutnant Rotzer, Obergefreiter Mai und ich identifizierten die Leichen, die kaum erkenntlich waren. So hatten die Banditen Oberfeldwebel S. (Namensabkürzung vom Verfasser mit Rücksicht auf die Hinterbliebenen) aus Mayen die Stiefel geraubt und die Fußsohlen mit der MP durchlöchert. Rechnungsführer R. (Abkürzung vom Verfasser) aus der Heidelberger Gegend hatte einen ganz dicken Kopf, als ob er gewürgt worden wäre. Ein anderer hatte nur noch einen halben Kopf, wahrscheinlich wurde mit dem LKW darüber gefahren. Nach Aussagen von Kameraden fand man den Obergefreiten Erwin K. (Abkürzung vom Verfasser) mit Draht durch die Sehnen über der Ferse und wurde angeblich hinter dem Auto nachgeschleift. Sämtliche Leichen wiesen mehrere Schüsse auf. Dr. Schmitt sammelte in Gefangenschaft Unterschriften über die verstümmelten Leichen (September 1944 le Bourgade). Drei Jahre später hat der Mann geäußert, von seiten der Banditen sei ehrlich und anständig gekämpft worden. So auch, daß die SS schon Stricke mitgeführt hätten, um die Leute aufzuhängen.«

Dem Brief waren drei Bilder mit Gräberreihen und deren Identifizierung beigefügt.

Es bezeichnet das Lügennetz, wenn GAO in seinem umfangreichen Interview[51] sagt:

»Was die Grausamkeiten angeht, hat der deutsche Arzt Dr. Schmitt versichert, als er dazu Gelegenheit hatte, daß sie nicht stattgefunden hätten.«

Die Gelegenheit zu dieser Versicherung verschafften ihm die Partisanen nach mehrjähriger Haft. Das ist kein ernst zu nehmendes Zeugnis.

Der deutsche Pfarrer Klaus Schneider hat in seiner Aussage[50], die wir bereits teilweise angeführt haben, noch ergänzt:

»Von französischer Seite erfuhr er noch zum Fall Tulle, daß die Maquis(ards) Leichen und Verwundete damals auf die Straße gelegt (hätten) und mit einem LKW darüber gefahren wären, . . . daß ferner Gefallenen und Verwundeten das Glied abgeschnitten, von Französinnen in den Mund gesteckt und diese damit in den Straßen spaziert wären. Außerdem sollen in den Wäldern um Tulle Massengräber von Deutschen sein, die nach der Gefangennahme abgeschlachtet worden sind.«

An dieser Stelle muß darauf hingewiesen werden, daß auch Dr. Luther festgestellt hat, daß die französische Seite die Wahrheit über die Leichenschändung und das Massaker wider besseres Wissen unterdrückt. Aus den Seiten 76 und 77 aao. 24 zitieren wir:

»*Als am Morgen des 7. 6. 44 FTP-Gruppen die dtsch. Garnison von Tulle angriffen (nachdem die am Ort liegende starke frz. Polizei übergelaufen und der Rest entwaffnet worden war), befanden sich unter den Terroristen Ausländer, Polen, Spanier und 4 uniformierte Russen, welche die politischen Führer des Handstreiches zu sein schienen*[397]*; die dtsch. Truppen wurden mit Maschinengewehren, Granatwerfern und Ofenrohren beschossen*[398]*. ,Nach der Wiedereinnahme der Stadt wurden die Leichen dtsch. Soldaten mit eingeschlagenem Schädel und ausgestochenen Augen aufgefunden*[399]*; über noch lebende dtsch. Soldaten waren die Aufständischen mit schweren Lastwagen hinweggefahren und hatten sie bis zur Unkenntlichkeit verstümmelt'*[400]*.*

,Gewissen Aussagen zufolge versuchten einige Begleiterinnen der Terroristen – es handelt sich um Frauen, wie sie stets bei revolutionären Bewegungen auftreten – höchst tadelnswerte Handlungen an den Leichen einiger dtsch. Soldaten'[401]*.*

Einige dieser Toten mußten als unbekannt beerdigt werden, da ,sie durch unglaubliche Gesichtsverstümmelungen einfach nicht zu erkennen waren; ich habe einen Toten festgestellt, dem man beide Fersen durchbohrt und durch die Löcher einen Strick gezogen hatte; er war offenbar auf diese Weise geschleift worden; bei vielen Toten fand ich bis zu 6 Durchschüsse durch die Fußsohlen'[402]*. Anläßlich eines KV-Prozesses vor dem TM Bordeaux wegen der nachfolgenden dtsch. Repressalien*[403] *schrieb der Commissaire du Gouvernement in seiner Anklage*[404]*:*

> *Nach Aussage der Deutschen und auch einiger in die dtsch. Armee zwangseingegliederter Elsäßer hätten sie bei ihrem Eintreffen festgestellt, daß die Leichen der am Vortage vom Maquis getöteter dtsch. Soldaten verstümmelt worden waren . . . Es ist indessen in der Voruntersuchung nicht gelungen, einen Deutschen zu finden, der die verstümmelten Leichen selbst gesehen hätte*[405]*.*
>
> *Allein der Elsäßer S. hat ausgesagt, er habe Leichen dtsch. Soldaten mit abgeschnittenen Fingern und eingeschlagenen Schädeln gesehen*[406]*. Von frz. Seite und insbesondere seitens der Angehörigen der Résistance bestreitet man diese angeblichen Grausamkeiten; man weiß nur davon, daß möglicherweise ein Lastkraftwagen des Maquis im Fahren über die Leichen gefahren sein und ihre Glieder zerbrochen haben könnte.*«

Die dazugehörigen Fußnoten sind besonders wichtig:

»*397) Frz. Wako v. 24. 7. 44: RF 392 = F 673 = IMT 37-335.*

398) KTB CF in IMT 37.

399) Es handelt sich einwandfrei nicht um Verwesungserscheinungen.

400) OKW Rundfunkbekanntmachung v. 26. 7. 44: KTB Ob West XIV-f Anlage 114.

401) Frz. Wako v. 24. 7. 44: RF 392 = F 673 = IMT 37-335.

402) Mitteilung des seinerzeit mit der Identifizierung betrauten dtsch. Offiziers.

403) *Nachfolgend. Anm. 1180 ff.*

404) *Dossier Tulle-II, acte d'accusation v. 6. 6. 51.*

405) *Dies ist sachlich unrichtig, da die überlebenden Offiziere der angegriffenen Einheit damals in frz. Haft waren und von demselben Richter vernommen wurden. Sie waren vom TM Bordeaux in dossier Tulle-I abgeurteilt worden. Sie sind Augenzeugen dieser Verstümmelungen. Seinerzeit gefertigte Lichtbilder sind noch nicht wieder aufgetaucht.*

406) *Trotz zu befürchtender Schwierigkeiten bestätigte S. lange nach dem Kriege diese und noch wesentlich schwerere Verstümmelungen vor der vernehmenden frz. Polizei und hielt seine Aussage für die hier wiedergegebenen Verletzungen trotz offensichtlichen Zuredens auch vor dem frz. Untersuchungsrichter aufrecht; dossier Tulle-II C. 33.«*

Der hier genannte Elsäßer S. hat unter dem Pseudonym Sadi Schneid im ASKANIA-Verlag 1979 sein Buch veröffentlicht[25]. Diesem Buch entnehmen wir die Passagen, die sich auf Schneids Wahrnehmungen hinsichtlich der bereits auf einem Platz, möglicherweise im Hof des Hospitals, zusammengetragenen Leichen beziehen. Schneid schreibt:

»Sehr früh am Morgen suchte der Sani Freiwillige, um den armen Marcel M. zu begraben. Er erzählte uns, daß einige der vierzig deutschen Soldaten gräßlich verstümmelt aufgefunden worden waren.

An Freiwilligen fehlte es nicht, und wir trafen schließlich . . . an einem Platz zusammen.

Der Boden war ringsum mit Blut getränkt. Ich kann nicht sagen, ob es vor der Waffenfabrik oder anderswo war, aber die leblosen, zerquetschten Körper getöteter deutscher Soldaten lagen umher. Der Sani erklärte uns, daß es deren vierzig waren, alle grausam verstümmelt. Wir wagten es nicht, uns zu nähern, denn der Anblick von Toten machte uns noch Angst. Der Sani hörte nicht auf mit seinen Verwünschungen. Er redete nur von Schweinehunden, Kommunisten und abgeschnittenen und in die Münder der Toten gestopften Geschlechtsteilen.«

Schneid, der ehemalige Novize eines innerfranzösischen katholischen Internats, reflektiert in seinem Buch ein paar Seiten weiter:

»Habe ich nicht dreißig Jahre lang über meine innere Wandlung geschwiegen, habe ich nicht auch dreißig Jahre lang über die Verfälschung der Ereignisse von Tulle geschwiegen? Und dies hauptsächlich, um die Schwächen eines Geistlichen zu verdecken, der die Wahrheit verfälschte (Schneid meint hier den Abbé Espinasse, dessen Rolle wir weiter unten kennenlernen werden), wenn auch veranlaßt von triftigen Umständen, da er der Ansicht war, dadurch noch besser seinem Nächsten behilflich sein zu können, im vorliegenden Falle seinen französischen Landsleuten; hatte er in seiner Verirrung vergessen, daß Elsässer und Deutsche ebenso seine Nächsten waren? . . .

Als wir unsere toten Kameraden holten, hatten wir wohl bemerkt, daß viele Soldatenleichen am Boden lagen, aber wir hatten davon abgesehen, diese blutverkrusteten Kadaver näher anzuschauen. Lag das wirklich nur an der Scheu vor dem Tode, oder weigerten wir uns innerlich anzunehmen, daß Franzosen solch ein Gemetzel anrichten könnten? . . .

Bevor der Sanitätsdienstgrad uns die Leichen der Ermordeten abtransportieren ließ, bemühe er sich noch, hier eine Jacke, dort einen Hosenschlitz zuzuknöpfen und mit unserer Hilfe einigen die Hosen wieder hochzuziehen.
Einmal mehr erklärte er uns, daß ‚diese Schweinehunde von Partisanen' ihnen das Geschlechtsteil abgeschnitten und in den Mund gesteckt, den Schädel mit dem Gewehrkolben zertrümmert und sogar die Finger einiger dieser armen ‚Alten' der Wehrmacht, Fünfzigjährige, welche die Waffenfabrik von Tulle bewachten, abgeschnitten hatten.
Nur ein SD-Offizier unter ihnen schien noch jünger zu sein; aber sein Körper war buchstäblich in Bauchhöhe in zwei Teile zerschnitten; dabei waren Scham und Gesäß entblößt. Zwei MG oder MP-Garben mußten ihn gleichzeitig getroffen haben. . .«

Sind Schneids Beobachtungen insgesamt aufschlußreich, so ist die zuletzt geschilderte historisch geradezu richtigstellend: die französische Literatur hat, vermutlich in dem Bestreben, die geschehenen Greuel zu minimieren, immer wieder versucht, den Tod des SD-Obersturmführers Becker in Tulle als Selbstmord darzustellen.

Es blieb einem sehr jungen Elsässer, einem zwangsgezogenen SS-Soldaten, vorbehalten, seine Beobachtungen als einziger vor Gericht zu behaupten und zu erhärten, obwohl ihn der Gerichtsvorsitzende in unzulässiger Weise unter Druck zu setzen versuchte, indem er darauf hinwies, daß er sich sehr wohl auf der Anklagebank wiederfinden könnte, da er ja auch Befehle ausgeführt hätte. Schneid war eingeschüchtert, stand aber zu seiner Aussage. Er berichtet:

»Als ich aussagte, daß ich mich nicht vergewissert hätte, ob Geschlechtsteile abgeschnitten worden seien, weil ich in den Hosenschlitzen der Ermordeten nicht nachgesucht hätte, wurde dies so ausgelegt, als bestätigte ich, daß keine solchen Verstümmelungen vorgekommen wären. Ich wollte aus diesem Hexenkessel heraus, ich hatte nicht mehr das mindeste Vertrauen in dieses Gericht.«

Der damals noch junge Elsässer hat als Zeuge voll seinen Mann gestanden; er hätte manchen der Offiziere des 95. Sicherungsregiments in der Gefangenschaft beschämen können. Seine genau beobachteten Erlebnisse hat er nach Jahrzehnten in seinem Buch niedergelegt, dessen Lektüre nur empfohlen werden kann.

Zurück zu Tulle 1944. Der Chirurg, Obersturmbannführer (Oberfeldarzt) Dr. med. August Roschmann, welcher mit der 2. Sanitätskompanie der 2. SS-Pz.Div. „Das Reich" mit der Aufklärungsabteilung der Division am 8. Juni 1944 Tulle erreichte, wo er zunächst außerhalb der Stadt einen Hauptverbandsplatz einrichtete, um die 20 bis 25 Verwundeten, darunter mehrere sehr schwere Verwundungen, zu versorgen, hat über die Tage vom 8. bis zum 11. Juni einen Tätigkeitsbericht[53)] abgegeben. Nachdem der Chirurg die ganze Nacht über operiert hatte, suchte er am folgenden Tage in den Mittagsstunden zusammen mit dem Chef der 2. Sanitätskompanie für den Hauptverbandsplatz besser geeignete Räumlichkeiten in der Stadt selbst zu erkunden. Er berichtete, daß sie zunächst das örtliche Krankenhaus aufgesucht hätten. Dr. Roschmann wörtlich:

»Dort lagen auch etwa 30 bis 35 Verwundete des überfallenen Sicherungsregiments, die von den französischen Ärzten versorgt worden waren. Wie mir die deutschen Verwundeten erzählten, habe der französische Arzt es verhindert, daß sie von den Maquisards herausgeholt und erschlagen worden wären. Ich sprach mit den beiden französischen Kollegen, die mir bereitwillig Räume im Krankenhaus zur Verfügung stellten.«

Aus sanitätstaktischen Gründen wurde aber eine andere Möglichkeit gesucht.

»Auf der Fahrt zu einem auf der Höhe am Stadtrand befindlichen Lyzeum kam ich an der ausgebrannten Schule vorbei, die von der Sicherungseinheit als Kaserne benutzt worden war. Dabei sah ich auch die toten deutschen Soldaten der Sicherungskompanie, ca. 30 bis 35. Eine kleinere Gruppe bei einem LKW, eine größere dicht bei einer Tür der Mauer, die das ausgebrannte Haus umgab. Waffen sah ich keine bei den Toten, dagegen Gasmasken, Gasmaskenbehälter u. dergl. Ich mußte feststellen, daß die Toten alle ihre Einschüsse im Hinterkopf und Rücken hatten.

Nach Lage der Dinge hatte ich den bestimmten Eindruck, daß die betreffenden Soldaten, nachdem sie sich in dem brennenden Haus nicht mehr halten konnten, durch die Tür in der Mauer herausgetreten waren, um sich gefangen zu geben. Daraufhin wurden sie erschossen.«

Dr. Roschmann gibt noch weitere Erlebnisse bekannt:

»(Am Nachmittag) wurden die vorgefundenen Toten von Angehörigen des Sicherungsregiments identifiziert und zur Bestattung vorbereitet . . .

Am Vormittag des 10. Juni revidierte ich die Verbände der Verwundeten des Sicherungsregiments, die im französischen Krankenhaus verblieben waren, und legte, soweit nötig, neue Verbände an. Dabei erfuhr ich, daß sich in diesem Krankenhaus auch verwundete Maquisards befanden, die von uns völlig unbehelligt blieben . . .

An dem gleichen Vormittag, als ich zum Divisionsarzt gerufen worden war, sprach mich vor dem Hotel, in dem sich der Div.-Stab befand, eine französische Dame an, die, wie sich herausstellte, die Frau des jüngeren französischen Chirurgen war, die mich bat (sie sprach ausgezeichnet Deutsch), einen französischen Gendarmen, der beim Eindringen der Maquisards verwundet worden war, bei unserem Abmarsch mitzunehmen, da sie befürchten müsse, er würde bei einer Rückkehr der Maquisards nach unserem Abzug erschlagen werden. Nach Rücksprache mit dem Divisionsarzt konnte ich ihr die Zusage geben. Da sämtliche Verwundeten am Nachmittag des 10. Juni abtransportiert wurden, wurde diesem Transport auch der verwundete französische Gendarm mitgegeben. Meines Wissens wurden die Verwundeten in ein Lazarett nach Limoges gebracht.«

Auch der Schluß des Roschmann-Berichtes greift den Ereignissen vor, wird aber des Zusammenhangs wegen ebenfalls hier gebracht:

»Nach dem Abtransport der Verwundeten nahm ich die Gelegenheit wahr, den französischen Kollegen und dem Krankenhauspersonal den Dank für ihre Hilfe und ihr Eintreten für die deutschen Verwundeten auszusprechen. Bei dieser und früheren Unterhaltungen sowie bei Unterhaltungen mit anderen Franzosen dieser Stadt hatte ich absolut den Eindruck, daß sie die deutschen Truppen den Maquisards vorzogen und unseren Abmarsch bedauerten.«

* * *

11. Die Feststellungen der Divisionsführung

Die Entwicklung der Ereignisse hatte viele Perspektiven. Da der Ic, Hauptsturmführer Kowatsch, gefallen ist, kann dieser seine Perspektive nicht beitragen. Sie wäre die wichtigste. Aber viele seiner Handlungen und Äußerungen sind aus den Berichten Dritter herauszulesen. Dabei wird man sorgfältig zu trennen versuchen müssen, was dem toten Offizier nur legendenhaft zugeschrieben wird und was ihm zugeschoben wird, um andere zu entlasten. Das ist menschlich und war selbstverständlich unter den Gefahren, die ein Verflochtensein in dem Fall Tulle mit sich brachte, auch hier nicht anders. Schutzbehauptungen gegen Rechtswillkür sind nicht illegitim, und Tote haben einen breiteren Rücken als Lebende. Für den Historiker sind derartige Schutzbehauptungen und Legenden beider Seiten die Herausforderung zur Wahrheitsfindung.

Da Lammerding in Uzerche war und erst am späten Nachmittag des 9. Juni zurückkam, müssen wir uns zunächst an das halten, was sein erster Generalstabsoffizier, der Oberstleutnant i.G.a.D. Stückler, berichtet. Vorsorglich lassen wir Stückler sowohl in einer richterlichen Vernehmung als auch in seinem sogenannten „Stückler-Bericht" zu Wort kommen, auch auf die Gefahr hin, daß manche Dinge doppelt gesagt werden.

Soweit Stückler über die Handlungen des Ic, Hauptsturmführer Kowatsch, berichtet, ist folgende Klarstellung vonnöten: die frühere Abteilung Ic entspricht der heutigen G2 und umfaßt nach heutigem Sprachgebrauch „Aufklärungsdienst und Absicherung". Diese Aufgabe deckt sich mit der früheren. Der Ic war als 3. Generalstabsoffizier dem Truppenführer und dessen Führungsgehilfen, dem Ia, unterstellt. Das erklärt, daß der Ic Kowatsch dem überdies ranghöheren ersten Generalstabsoffizier Stückler – dieser war damals Major i.G. – mit dem angemessenen Respekt begegnete. Andererseits unterstand der Ic auch der Weisungsbefugnis der Abt. Ic des Korps. Es ist Merkmal gerade der Ic-Arbeit, daß neben dem Unterstellungsverhältnis unter den eigenen Truppenführer und dessen Führungsgehilfen eine weitere sachliche Unterstellung bestand: die Sachkompetenz des vorgesetzten Ic. Diese überaus wichtige nachrichtendienstliche Arbeit hatte deshalb logischerweise zur Folge, daß die Militärverwaltung und deren polizeiliche Organe in solchen Gebieten, die aus besetzten Gebieten zu Kampfgebieten wurden, sich den Ic-Offizieren der Kampfverbände zur Verfügung zu stellen hatten. Eine Unterstellung der Kampftruppe unter polizeiliche Organe gab es nicht. Auch die Dienststellen von Sicherheitspolizei und SD im besetzten Frankreich konnten nie und zu keinem Zeitpunkt Kampftruppen Weisungen erteilen oder zur Erledigung ihrer polizeilichen Aufgaben einsetzen. Wohl aber konnte der Ic im Kampfgebiet und besonders unter dem Ausnahmerecht der Übernahme der vollziehenden Gewalt durch die Streitkräfte, der hier vorlag, diese Polizeiorgane ebenso wie die der Militärverwaltung als Erfüllungs-

gehilfen seiner Aufklärungs- und Sicherheitsaufgaben heranziehen. Sie unterstanden dann formell dem Truppenkommandeur, sachlich dem Ic.

Der ehemalige höhere SS- und Polizeiführer Oberg schrieb aus der Haft an den gleichfalls inhaftierten Generalfeldmarschall von Rundstedt als ehemaligen Ob-West[54] Klarstellungen zu wahrheitswidrigen Aussagen der Wehrmachtsgeneralität. Hier sei nur im strengen Zusammenhang mit der Sachfrage wiedergegeben:

»Über die Zusammenarbeit bestanden klare Befehle; bei Kampfhandlungen waren die Angehörigen der Sicherheitspolizei laut klarem Befehl des Militärbefehlshabers dem jeweiligen Truppenkommandeur unterstellt.

Zusammenarbeit der Ic's mit der Sicherheitspolizei war selbstverständlich, weil die örtliche Sicherheitspolizei doch die Truppen-Ic's mit Agenten und Nachrichten laufend versorgte.«

Aus dem Oberg-Brief, den wir im Anhang wiedergeben werden, ist die ganze Rechtsunsicherheit zu erkennen, die aus dem Zusammenprall von regulärer deutscher Kriegsführung und irregulärem kommunistischem Bandenterror entstand und sich der deutschen Militärs bemächtigt hatte. Die deutschen Offizieren in Frankreich gemachten Nachkriegsprozesse haben allesamt und oft erfolgreich zu überspielen versucht, daß die Rechtsposition der deutschen Streit- und Polizeikräfte die legitime war, und daß die der Partisanen, wie immer sie sich nannten, die völkerrechtswidrige gewesen war. Auf diesen Sachverhalt kommen wir im Kapitel „Der Fall Lammerding" noch zurück.

Dies vorausgeschickt, wenden wir uns den Bezeugungen Stücklers zu, und zwar zunächst der richterlichen Vernehmung vom August 1949[48]:

»Aus Sicherheitsgründen entschloß sich Kowatsch, der sich in Begleitung eines mir unbekannten und nicht zur Division gehörenden SD-Führers befand, den Ort durchzukämmen und alle Männer vorläufig festzunehmen. Diese Aktion begann am frühen Morgen. Hierzu wurden Teile der Aufklärungsabteilung eingesetzt. Leitung und Führung hatte der Ic (Kowatsch). Über die Aktion selbst kann ich keine Angaben machen, da ich während der Zeit mich auf meinem Gefechtsstand befand. Die vorläufig festgenommenen Männer wurden in die Munitionsfabrik gebracht. Bei dieser Aktion wurden auch Waffen gefunden. Ich habe dann meinen Gefechtsstand in ein Hotel mitten in der Stadt verlegt. Wulf (Anmerkung des Verfassers: Sturmbannführer – Major – H. Wulf, Kommandeur der Panzer-Aufklärungs-Abteilung 2) blieb an seinem früheren Standplatz. Im Laufe des Vormittags wurden von den festgenommenen Männern rund 1.200 entlassen, für die der französische Maire und ein weiterer Beamter Gewähr übernommen hatten. Ca. 300 Mann blieben noch in der Munitionsfabrik und wurden dort von dem Ic und dem SD vernommen. Außerdem wurde im Verlauf des Vormittags festgestellt, daß in einer abgelegenen Kaserne eine Kompanie der Wachtruppe Tulle von den Maquisards bei dem Versuch, ihre brennende Unterkunft zu verlassen, niedergeschossen worden waren. Eine Meldung darüber war bereits während der Nacht eingegangen. Offensichtlich waren diese Soldaten bereits vor dem Einrücken der Division erschossen worden. Ich begab mich später selber an den Platz, wo diese Leichen lagen, es waren meiner Schätzung nach 30 Leichen. Die Leichen

lagen vom Ausgang des Grundstücks über eine schmale Straße hinweg in mehreren Klumpen am Boden. Außer einigen zerbrochenen Gewehren am unmittelbaren Ausgang hatten die Männer keine Waffen dabei. Lediglich ein SD-Mann hatte noch eine Pistole in der Hand. Einige zerbrochene Weinflaschen lagen herum. Ein Teil der Männer trug eine Gasmaske vor dem Gesicht. Einigen war die Uniform aufgerissen, die Taschen entleert. Einem Feldwebel vor dem Ausgang fehlten die Stiefel. Alle Toten hatten mehrere Einschüsse im Hinterkopf. Zum Teil waren die Gesichter durch die nahen Einschüsse entstellt. Etwa 5 oder 6 Tote lagen unter einem LKW verknäult. Anscheinend war der LKW später über diese Toten gefahren worden. Einigen Toten war die Hose heruntergezogen worden und sie hatten Einschüsse in den nackten Unterleib. Die Kaserne, in der die Truppe untergebracht war, war niedergebrannt. Vermißt wurden von der Truppe ca. 80 Mann. Insgesamt war die Zahl der aufgefundenen deutschen Toten 64 Mann.

Von den aufgefundenen Toten wurden Fotos gefertigt, die mit den Meldungen über dieses Vorkommnis an die vorgesetzten Kommandobehören eingereicht wurden.«

Der Stückler-Bericht[8)] ist in der besonderen Anlage Nr. 6 über Tulle sehr ausführlich. In der tagebuchartigen Aufzeichnung selbst berichtet Stückler nur, was bereits zitiert ist:

»Für den 9. Juni 1944 (Freitag) hatte die Truppe zunächst Auftrag, sich aus Luftschutzgründen in den befohlenen Unterkunftsräumen aufzulockern und dann die Marschbereitschaft wiederherzustellen. Die Division unterstand nun dem LXVI. Armee-Korps Clermont-Ferrand, mit dem von Tulle aus nur Funkverbindung aufgenommen werden konnte. Dieses Korps befahl der Division am 9. Juni durch Funk, in dem Raum Brive-Tulle-Gueret gegen einige Ortschaften mit bodenständigen deutschen Kommandos, zu denen das Korps keine Verbindung mehr hatte, aufzuklären. Diese Aufträge wurden von Einheiten der Division ausgeführt.«

Es wird nochmals darauf hingewiesen, daß Stückler und der Divisionsstab nach dieser Auslassung seit den frühen Morgenstunden im Funkkontakt mit dem LXVI.Res.Korps in Clermont-Ferrand standen. Das ergibt sich aus der Nennung der abgeschnittenen und aufzuklärenden Orte Brive, Tulle und Guéret, denn Tulle war dem Korps offensichtlich von der Division noch nicht als befreit gemeldet worden.

Aus der Anlage 6 zum Stückler-Bericht geben wir wieder:

»Ob er (der Ic Kowatsch; der Verfasser) sich in Begleitung eines SD-Führers befand, ist unsicher, jedenfalls wurde er am 9. Juni von einem SD-Führer, dessen Name und Dienststellung nicht bekannt ist, assistiert. Auf Grund der Gesamtlage und der Vorkommnisse in Tulle entschloß sich der Ic, am frühen Morgen des 9. 6. die Stadt nach Waffen und Munition zu durchsuchen und alle Männer zur Klärung des Sachverhalts vorläufig festzunehmen. Die Leitung dieser schon aus Sicherheitsgründen erforderlichen Maßnahme hatte der Ic als Abwehroffz. der Div. persönlich; zur Durchführung standen ihm Teile der Pz.AA. zur Verfügung,

die Masse der Abtlg. blieb unter der Führung ihres Kdrs. auf Ortssicherung und Überwachung der Umgebung der Stadt.«

Es ist nicht auszuschließen, daß Kowatsch von einem SD-Führer aus Brive begleitet wurde. Das ist aber unbedeutend, denn am folgenden Tage war nur ein SD-Führer in Kowatschs Diensten tätig geworden, der SD-Untersturmführer Walter, mit richtigem Namen Walter Schmald, der den Brand der Schule überlebt habende Dolmetscher-Offizier des SD in Tulle. Diesen hat Kowatsch zur Identifizierung der festgenommenen Männer verwendet. Den Befehl führte Kowatsch.

Stückler sagt weiter:

»Noch vor Mitternacht traf ein völlig abgerissener Soldat ein, der meldete, daß in der Kaserne am Nordrand der Stadt die gesamte Kompanie von den Maquis erschossen worden sei, nachdem die Kaserne niedergebrannt worden war. Etwa gleichzeitig meldete eine Kp. der Pz.AA., daß sie vor einem ausgebrannten Haus zahlreiche tote deutsche Soldaten gefunden hätte. Auch einige Franzosen kamen zum Ic und schilderten die Vorgänge in Tulle ähnlich wie die Offz. des Sich.Rgts. Sie bestätigten, daß die Maquis großenteils illegalen kommunistischen Organisationen angehören würden und daß die Leiter der Maquisbewegung in Tulle der Polizeichef und ein Garagenbesitzer gewesen seien. Außerdem gaben sie ein Waffenlager außerhalb der Stadt an. Auf dieses Lager wurde noch im Laufe der Nacht eine Kp. (oder ein Zug?) angesetzt, der jedoch ergebnislos zurückkehrte. Während der Nacht verstummte dann das Feuer in der Stadt.

Am 9. 6. früh führte dann der Ic die Durchsuchung und vorläufige Festnahme aller Männer durch. Diese Maßnahme war nach etwa 3 - 4 Stunden beendet. Es wurden neben einem größeren Lager in der Polizeiunterkunft einige Pistolen, Munition für Stone-MPi. und eine größere Menge Brand- und Tränengasbomben in Zivilhäusern gefunden. Während der Nacht waren einige Personen am Stadtrand gefangengenommen worden, die fliehen wollten. Die vorläufig festgenommenen Männer wurden in das Fabrikgelände gebracht. Ihre Zahl dürfte etwa 1.500 (?) betragen haben.«

Daß die Gendarmerie in Tulle sehr weitgehend zu den Aufständischen gehört hat, ist außer von der Division auch von Dr. Luther[24)] und von dem Miliz-Korps[4)] festgestellt bzw. berichtet worden. Die aufgefundenen Waffen umfassen „eine größere Menge Brand- und Tränengasbomben". Brand- und Tränengasbomben dürften bei der Bekämpfung der als Kaserne benutzten Schule eingesetzt worden sein, wie die zum Teil noch mit aufgesetzten Gasmasken aufgefundenen Leichen der Verteidiger erkennen lassen. Es ist von hoher Wichtigkeit festzuhalten, daß nicht nur Dr. Luther, wie im 5. Kapitel nachgewiesen, derartige Mittel als Ausrüstung der Terroristen angibt, sondern daß sie am 9. Juni 1944 in Tulle von Terroristen eingesetzt wurden und am folgenden Tage in der Kirche von Oradour ebenfalls wirksam wurden. Diese Linie, die von Tulle nach Oradour führt und von dem kommunistischen Massenmörder Guingouin (siehe Abb. 10)

personifiziert wurde, hat Kausalitätscharakter und wird deshalb hier besonders herausgehoben.

Der ehemalige Unterscharführer Hermann Drechsler von der 3. Kompanie/SS-Pz.AA 2 bestätigte dem Verfasser[55], daß

»der Präfekt von Tulle in meinem SPW mich zu einem Waffenlager der Partisanen geführt hat. Dieses Waffenlager befand sich im Haus der Präfektur im Keller. In diesem Lager waren Gewehre, Maschinenpistolen, Handgranaten und weiteres Kriegsmaterial, zum Teil englischen Ursprungs. Anschließend führte uns der Präfekt in das zivile Krankenhaus, wo wir verstümmelte Kameraden des Heeres und des SD fanden.«

Dieses Waffenlager ist in mehrfacher Hinsicht bedeutsam:

1. Es waren noch reichlich Waffen vorhanden, obwohl die FTP davon erhebliche Mengen entnommen haben mußten.
2. Es bestand auch aus englischem Material, was sein Herkommen als Abwurf-Material ausweist, und deshalb nicht regulärer Bestand der Gendarmerie sein konnte.
3. Es befand sich im Keller der Präfektur, und der Präfekt wußte das.

Daß der Ic daraufhin den Präfekten, M. Trouillé, verdächtigte, mit den Partisanen gemeinsame Sache gemacht zu haben, ist umso näherliegend, als der Chef der Gendarmerie der Partisanenführer war und die Mehrheit der Gendarmen – alles altgediente Unteroffiziere – ebenfalls Widerständler waren, wenn sie auch vermutlich nicht den kommunistischen FTP, sondern der AS, der Geheim-Armee, angehört haben dürften. Das erklärt die anti-kommunistischen Äußerungen des Präfekten und vieler anderer Würdenträger der Stadt.

Stückler berichtet weiter, daß in den ersten Morgenstunden außerdem durch einen Offizier der Division der Tatbestand an der ausgebrannten Kaserne, wo die toten deutschen Soldaten lagen, aufgenommen worden sei. Das Ergebnis sei folgendes gewesen (Stückler Anlage 6, Seite 3ff, aao. 8):

»Der mehrstöckige Bau inmitten eines kleinen, von einer Mauer umgebenen Grundstücks war völlig ausgebrannt. In den Mauern waren die charakteristischen Einschläge von ‚Bazookas' (amerikanische Panzerfaust).

Auf der Straße lagen in einigen Haufen tote deutsche Soldaten ohne Waffen; lediglich ein SD-Angehöriger (Führer?), der zwischen anderen Leichen auf einer Treppe lag, hatte eine Pistole in der Hand. Einige Gewehre lagen zerbrochen am Torausgang. Eine Gruppe von etwa 8 Toten lag völlig verknäuelt an und unter einem LKW. Anscheinend war der LKW später über die Leichen gefahren worden. Auf der Straße lagen einige Weinflaschen umher.

Im Hof des Gebäudes lagen ebenfalls noch einige Tote der Wachtruppe Tulle. Insgesamt wurden außerhalb des Gebäudes mehr als 40 Leichen festgestellt. Ob und wieviele Leichen noch unter den Trümmern des Hauses lagen, konnte nicht geklärt werden. Nach Angaben des Sicherungs-Btls. wurden 80 Mann vermißt.

Im Laufe des Tages konnten weitere Tote geborgen werden. Die Gesamtzahl der in Tulle bis zum 10. 6. aufgefundenen deutschen Toten betrug 64. Diese Zahl ist authentisch, die Toten der Pz.AA vom 8. und 9. 6. sind darin nicht inbegriffen.«

Anmerkungen des Verfassers: Auf die in der Zahl von 64 aufgefundenen Leichen enthaltenen, an anderen Stellen aufgefundenen ermordeten deutschen Soldaten sowie der übrigen Vermißten kommen wir später zurück. Der SD-Führer Becker mit der Pistole in der Hand lag auf einer Treppe. Diese Details (Pistole in der Hand, auf Treppe liegend) berichtete Schneid nicht, sondern, daß der SD-Führer durch MG-Feuer in zwei Teile gerissen war. Es dürfte sich aber um eine Außentreppe gehandelt haben, da das Schulhaus völlig ausgebrannt war. Daß der SD-Führer Becker etwa noch Widerstand geleistet hat, ist unwahrscheinlich, denn dann hätte GAO nicht (Seite 18, aao. 51) den Selbstmord erfinden müssen. Träfe der Selbstmord zu, so wäre der Sterbende oder seine Leiche durch MG- oder MPi.-Beschuß zerteilt worden.

»Die Toten hatten alle mehrere Einschüsse, meist im Rücken und Hinterkopf. Offensichtlich wurde auf sie noch gefeuert, als sie schon zusammengebrochen waren. Teilweise fand man bei ihnen noch Wertgegenstände, teilweise waren die Uniformen aufgerissen, die Taschen ausgeleert. Einem Feldwebel am Kasernentor fehlten die Stiefel. Einige Soldaten hatten die Gasmasken vor dem Gesicht.

Nach Lage der Dinge waren die Soldaten in ihrer Kaserne blockiert, durch Bazookas und Tränengasbomben ausgeräuchert und beim Verlassen des brennenden Hauses zusammengeschossen worden. Von einem ‚Kampf' konnte bei der Enge der örtlichen Verhältnisse und der klumpenweisen Zusammenballung der Leichen keine Rede sein. Offensichtlich wollten die Maquis keine Gefangenen machen.

Im Laufe des Vormittags meldete sich noch ein Verwundeter, der angab, sich als Melder zwischen der Besatzung und dem Batl. in der Fabrik in einem Keller versteckt zu haben, nachdem er verwundet worden war und nicht zur brennenden Kaserne hat durchkommen können. Er wurde von einer Französin am 9. 6. früh entdeckt, die ihm sagte, daß die Deutschen da wären und daß die Maquis alle seine Kameraden erschossen hätten. Die Frau wurde daraufhin vernommen und sagte aus, daß die Maquis nach der Erschießung der Soldaten, die sie selber nicht beobachtet hätte, die Leichen durchsucht, mit den Stahlhelmen Fußball gespielt und mit Weinflaschen in der Hand herumgetanzt hätten. Auch Frauen seien darunter gewesen.

Da es sich bei den Vorfällen augenscheinlich um eine besonders eklatante und in dieser Form noch nicht bekanntgewordene Verletzung der Kriegsgesetze durch die Maquis handelte, ließ der Ic den Tatbestand genau aufnehmen und außerdem als besonderes Beweismaterial eine Anzahl Fotos machen.

Die ebenfalls von der Abtlg. Ic durchgeführte Untersuchung der Polizeiunterkunft unweit des rechten Flußufers ergab folgenden Tatbestand:

1. Der Polizeichef war geflüchtet.

2. *In Nebenräumen versteckt wurde zahlreiches Beweismaterial (engl. Pistolenmunition für Stone MPi, Knallzündzeitschnur, plastischer Sprengstoff, 2 - 3 Abwurfbehälter usw.) gefunden.*
3. *Ein großes Lager von Ausrüstungsgegenständen wie Schuhe, Uniformstoffe, Hemden usw., das unmöglich für die wenigen Polizisten bestimmt sein konnte. Es wurde beschlagnahmt.*
4. *Die zurückgebliebenen Polizisten behaupteten, über die Tätigkeit ihres Chefs nichts zu wissen, bestritten aber nicht, daß er mit den Maquis zusammengearbeitet hätte. (Die Polizisten wurden ebenfalls vorläufig festgenommen, jedoch nach kurzem Verhör und auf die Bürgschaft des Bürgermeisters hin noch im Laufe des Vormittags freigelassen.)*

In den Straßen der Stadt waren noch Maueranschläge der Maquis, Aufrufe an die ‚befreite Bevölkerung', Unterkunftsbezeichnungen der einzelnen Maquisdienststellen, Höchstpreise für Lebensmittel usw. . . .«

Anmerkungen des Verfassers:

Der in Taeges Text genannte und verwendete „Stückler-Bericht" liegt im Ordner IIIa dieser Textsammlung in vollständiger Form vor. Er stammt au dem Jahre 1949. Eine Notiz auf der ersten Seite vermerkt, daß der Bericht *„seit spätestens 1950"* auch den französischen Behörden vorlag.

Der auf S.126 des Textes von Taege abgedruckte Bericht, den lt. Stückler ein *„Offizier der Division"* am Morgen des 9. Juni aufgenommen habe, dürfte etwas mit der erwähnten Meldung und den angefertigten Fotos zu tun gehabt haben. Wenn auch die Fotos - wie schon erwähnt - nicht mehr aufgetaucht sind, so wäre es durchaus wahrscheinlich, daß der diesen beigefügte Bericht dem hier abgedruckten als Grundlage diente, wenn nicht gar mit ihm übereinstimmte. Jener *„Offizier der Division"*, der ihn anfertigte. war der Ordonnanzoffizier des Ic Kowatsch, Dr. Walter Wache, im Zivilleben apl. Prof. für Philosophie und Geschichte, der ursprünglich Dienst beim *Ahnenerbe* der SS tat, dann aber, wie viele andere solcher frontfern eingesetzten SS-Angehörigen auch, im Rahmen von Auskämmaktionen im März 1944 zur Division „Das Reich" kam. Dr. Wache hat offensichtlich auch nach Ende des Krieges Verbindung zu einigen Offizieren der Division gehalten und war diesen bei der Zusammenstellung von Material zur Verteidigung und für Dokumentationszwecke behilflich.

Maurice Roche, der Generalsekretär der Präfektur, bestätigt durch ein Mißverständnis, dem er erlag, daß Dr. Wache in Tulle diverse Tätigkeiten im Rahmen des Einsatzes erfüllte. Roche berichtete, der Präfekt und er seien zu *„Hauptmann Kowatsch"* zitiert worden. Dieser sei *„das Modell eines deutschen Ariers"* gewesen und habe eine randlose Brille getragen. Nun war Kowatsch definitiv kein Brillenträger. Wohl aber Dr.Wache! Dieser könnte auch der Offizier gewesen sein, der gegen 14.00 Uhr in Begleitung eines französischen Polizisten den vorbereiteten Text für den Anschlag zur Druckerei Orfeuil brachte und eine ganze Weile später gegen 15:30 Uhr mit 40 Druckexemplaren wieder abzog. Doch hierzu gibt es eine alternative Aussage.[20]

Rechts: Rue des Portes-Chanac in Tulle, in der die **Druckerei Orfeuil** lag. (Foto: google maps)

Links: Dr. **Walter Wache** (*1908 in Wien) als SS-Angehöriger, der „Modell-Arier" (nach Maurice Roche). Als Ordonnanzoffizier diente er dem sieben Jahre jüngeren Ic **Aurel Kowatsch** (geb. 1915 in Preßburg) bei der Erledigung diverser Aufträge, u. a. als Dolmetscher. (Foto: SS-Akte Dr. Wache)



Nur in französischer Sprache erhältlich: die Ereignisse in Tulle auf der Grundlage von Aufzeichnungen des Generalsekretärs Maurice Roche, herausgegeben von dessen Sohn Sohn Joël Roche und dem Historiker Nicolas Mengus. (*L'ami hebdo*, Straßburg 2016, DIN-A-4, 68 S.)



---

20) Tatsächlich hat der deutsche Dolmetscher Reinhard Heider - lt. eigener eidlicher Aussage - den Text des Aufrufs ins Französische übersetzt, drucken und aushängen lassen. Heider war auch zusammen mit zwei weiteren Dolmetscherkameraden bei den Verhören der in der MAT versammelten Franzosen eingesetzt (Taege ***„Wo ist Kain"***, dort Quelle „Amtsgericht Bielefeld 6 AR 853/51, Richterliche Vernehmung des Zeugen Reinhard Heider; Sa.OW2"). Vgl. hierzu das Kapitel ***„Die deutschen Reaktionen"*** aus Taeges Buch im Text ***„Kartheuser gegen die Legende"*** (dort S.28 u. 35) im vorliegenden Ordner.